

PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION
Commune de BRUYERRE LE
CHATEL



Éric MARTINEZ
Manon LONGUEVILLE

Commissaires de Justice Associés

PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

68 Rue Pierre Brossolette
91330 YERRES
Tél : 01.69.49.65.49
constat@cd-justitia.fr



SAS CD JUSTITIA

E. MARTINEZ

M. LONGUEVILLE

Commissaires de Justice Associés

68 rue Pierre BROSSOLETTE

91330 YERRES

Tel : 01.69.49.83.48

Fax : 01.69.49.83.40

contact@cd-justitia.fr

www.cd-justitia.fr



Compte bancaire

IBAN : FR16 3000 4016 2300 0187 6713 472

BIC ADRESSE SWIFT : BNPFRFP3XXX

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE EXPEDITION

COUT ACTE	
EMOLUMENT R444-3	221,36
TRANSPORT	9,40
VAC A444-24	
HT	230,76
TVA 20,00 %	46,15
TAXE FORFAITAIRE Art 302 bis Y CGI	
TTC	276,91



PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE SIX JUIN

A LA REQUETE DE :

Maître Christophe ANCEL, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, près le Tribunal de Commerce d'EVRY-COURCOURONNES 91000 domicilié 9, Boulevard de l'Europe - immeuble « Delta » 91050 EVRY CEDEX, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de SA

Ayant pour avocat Maître Priscillia MIORINI membre de la SELAS AVOCATS ASSOCIES MIORINI, avocat au barreau de l'ESSONNE domiciliée résidence Le Féray - 4, rue Feray BP 16 91101 CORBEIL ESSONNES CEDEX,

J'ai, Manon LONGUEVILLE, Commissaire de Justice associée auprès de la SAS CD JUSTITIA, en résidence à YERRES (Essonne), 68 rue Pierre Brossolette, soussignée,

AGISSANT EN VERTU :

D'une ordonnance sur requête rendue par le Juge Commissaire à la Liquidation Judiciaire de la SA près le Tribunal de Commerce d'EVRY-COURCOURONNES en date du 3 mars 2025.

Des dispositions des articles R 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Me suis transportée ce jour sur la commune de BRUYERE LE CHATEL (91680) lieudit « Les Vingt-Cinq Arpents » à l'effet de dresser le Procès-Verbal descriptif du dit bien immobilier ci-après désigné et appartenant à :

SA

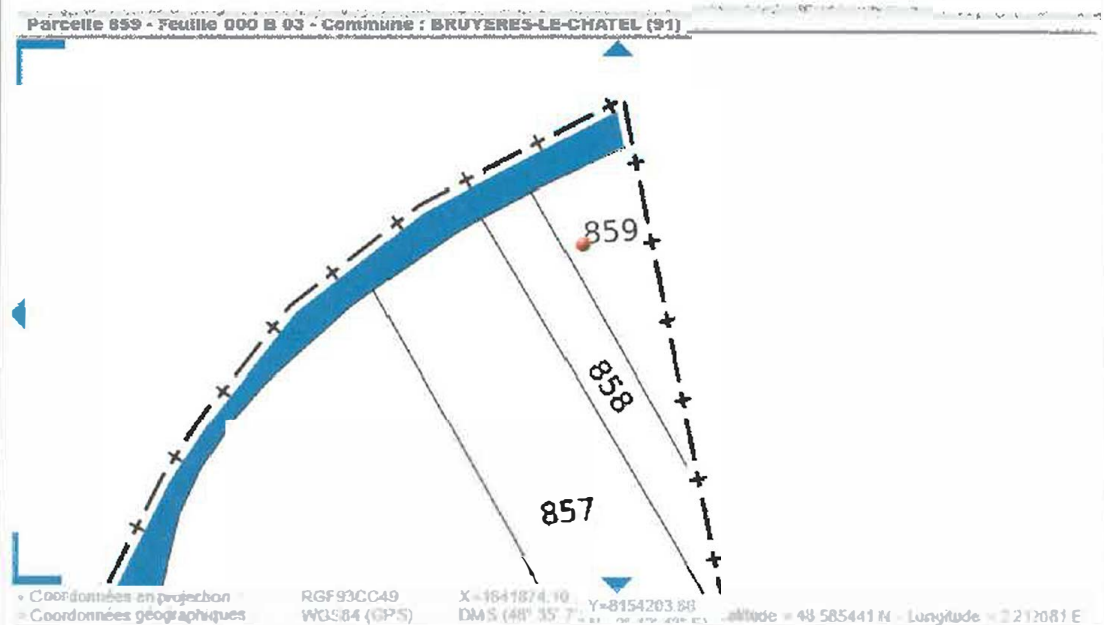
Dont le requérant se propose de poursuivre la vente judiciaire.

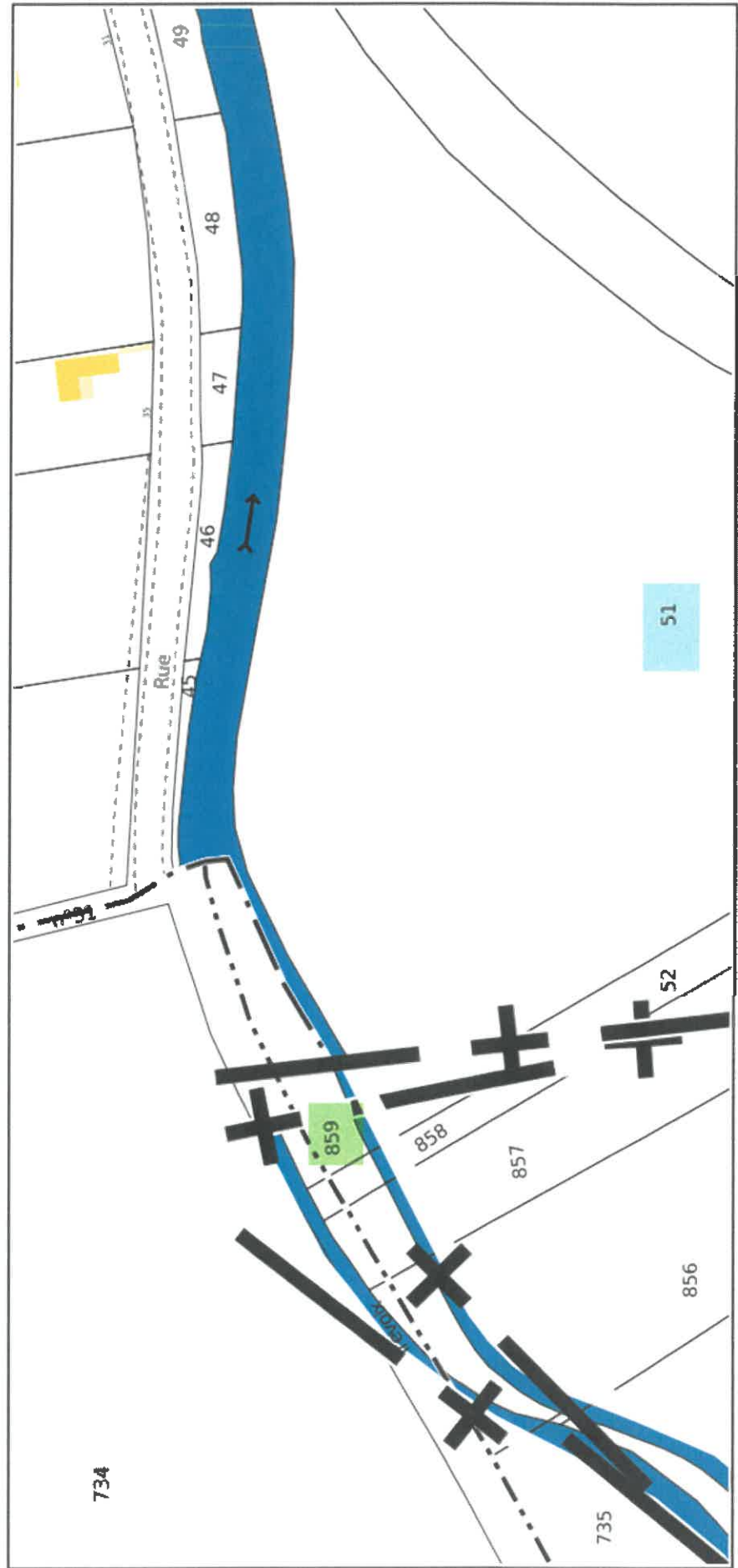
Les opérations de description ont débuté à 12h15 pour se terminer à 12h45.

Présentation des biens et droits immobiliers

3/ Sur la commune de BRUYÈRES-LE-CHÂTEL : Les Trognés ou Trévoix, la Pierre Mirault, les Petits Prés Cadastre B 859

La parcelle B859 se situe contre la parcelle AL 51 sur la commune d'OLAINVILLE (Partie 1 du PV descriptif). La parcelle fait partie d'une large surface boisée.





TELLES SONT MES CONSTATATIONS.
ET DE TOUT CE QUE DESSUS, J'AI DRESSE LE PRESENT PROCES-VERBAL DE CONSTAT
POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

Le présent procès-verbal de Description a été rédigé sur 4 pages.

Manon LONGUEVILLE

Commissaire de justice



**RENSEIGNEMENTS
D'URBANISMES
OLAINVILLE**

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgif.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/06/2025
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2518787144

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091					Commune : 461		OLLAINVILLE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AL	0036			RUE DE TREVOIX	0ha33a53ca					
AL	0051			LA PRAIRIE DU MOULIN	1ha36a44ca					
AL	0059			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha02a31ca					
AL	0065				0ha96a63ca					
AL	0066				0ha61a63ca					
AL	0067				0ha41a35ca					
AL	0068				0ha56a45ca					
AL	0072			LA PRAIRIE DU MOULIN	2ha82a52ca					
AL	0074			2 RUE DE TREVOIX	0ha03a76ca					
AL	0075				0ha02a55ca					
AL	0077			RUE DU COTEAU	0ha00a97ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



SF2518767144

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091				Commune : 461			OLLAINVILLE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AL	0079			RUE DU MOULIN	0ha01a39ca					
AL	0080			RUE DE TREVOIX	0ha00a61ca					
AL	0081			RUE DE TREVOIX	0ha01a13ca					
AL	0086			RUE DE TREVOIX	0ha00a76ca					
AL	0097			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha49a19ca					
AL	0100			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha29a31ca					
AL	0102			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha31a22ca					
AL	0104			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha10a91ca					
AL	0113				0ha73a82ca					
AL	0114				0ha01a79ca					
AL	0069				0ha09a61ca					
AL	0089	001	26	18/1000						
AL	0070				0ha01a49ca					
AL	0070	001	2	774/10000						
AL	0070	001	4	774/10000						
AL	0070	001	6	774/10000						
AL	0070	001	7	774/10000						
AL	0070	001	8	756/10000						
AL	0070	001	10	774/10000						
AL	0070	001	12	774/10000						





**CERTIFICAT D'URBANISME SIMPLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

CADRE 1 : IDENTIFICATION	
Demande déposée 16/04/2024	CU 091461 24 10025
TERRAIN - ADRESSE: Nom et adresse du propriétaire du terrain (s'il est autre que le demandeur) Cadastré : Superficie :	AL79 139,00 m ²
NOM - PRENOMS - ADRESSE DEMANDEUR	

CADRE 2 : NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme. Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L410-1, R410-1 et suivants ; Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L111-6 à L111-10, R111-2, R111-4, R 111-26, R 111-27 et suivants ; Vu le PLU approuvé le 16 novembre 2021 modifié par modification simplifiée du 7 février 2023 ; Vu l'arrêté du Maire n°07/2020 en date du 4 juin 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier MALECAMP, 1er Adjoint au Maire ;</p> <p>Zone : Quartiers résidentiels d'habitations UR <i>Ces dispositions figurent dans le règlement de la zone consultable sur le site internet de la Commune et/ou GEOPORTAIL DE L'URBANISME</i></p>

CADRE 3: NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Servitudes d'utilités publiques : OAP Trame verte et bleue PT1 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, PT2 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles, Rayon SH Zone de protection rayon = 3000m Faisceaux hertziens - Paris Bourges - Paris Limoges Emplacement réservé n°14 T7 - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement</p> <p>Autres : Zonage sismique 1 : arrêté préfectoral 2013/PREF/DCSIPC/SIDPC N°131 en date du 9 décembre 2013 Risque retrait-gonflement d'argile : aléa fort (voir carte jointe issue du site www.georisques.gouv.fr)</p>

CADRE 4 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 4 bis: BENEFICIAIRE DU DROIT
<p>PERIMETRE: DPU SIMPLE Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et</p>	<p>Au bénéfice de : COMMUNE D'OLLAINVILLE Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle</p>

s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.

comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.
SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.

CADRE 5 : RÉGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Les bénéficiaires d'autorisations de construire ne peuvent être tenus que des obligations suivantes :

✓ Taxe d'aménagement :

- Conseil Régional : Taux : 1,0%
- Conseil Départemental : Taux : 2,5 %

Conseil municipal : Taux : 8,0%

✓ Participation spécifique pour équipements publics exceptionnels L.332-8 du code de l'urbanisme

☐ Réalisation des équipements propres L.332-15 du code de l'urbanisme

☐ Versement pour sous-densité L.331-36 et L.331-38 du code de l'urbanisme

✓ Redevance d'archéologie préventive L.524-2 du code du patrimoine

☐ Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévue à l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme

✓ Redevance à l'occasion de la construction, de la reconstruction ou de l'agrandissement des locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et des locaux de stockage en région Ile-de-France : (III de l'article 231 Ter du code général des impôts)

✓ Participations préalablement instaurées par délibération.

Participation au renforcement du réseau d'assainissement

☐ Participation du constructeur en ZAC L. 311-4 du code de l'urbanisme

CADRE 6 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels et activités de services mentionnée à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Le terrain est situé dans un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur a connaissance : non concerné

Le terrain est situé sur un secteur d'information sur les sols prévu à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Risque de pollution des sols : concerné : 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m.

Canalisations de transport de matières dangereuses : concerné

Risque lié aux installations industrielles classées (ICPE) : non concerné

Risque d'accident nucléaire : 9 installation(s) nucléaire(s) à 20km

La PFAC pourra être prescrite par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non-opposition à une déclaration préalable ou en cas de permis d'aménager.

Potentiel radon faible

Démolition soumise à permis de démolir par délibération du Conseil Municipal du 25 janvier 2008

Clôture soumise à déclaration préalable de travaux par délibération du Conseil Municipal du 16 octobre 2007

Prescription de la modification 1 du PLU par délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2023



OLLAINVILLE, le 18 avril 2024

Le Maire,

Jean-Michel GIRAudeau

pour le Maire, par délégation,

Olivier MALECAMP,

Premier Adjoint au Maire

LIRE ATTENTIVEMENT CES INFORMATIONS

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de **dix-huit mois** à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffes des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



CERTIFICAT D'URBANISME SIMPLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

CADRE 1 : IDENTIFICATION	
Demande déposée 16/04/2024	CU 091461 24 10026
TERRAIN - ADRESSE: Nom et adresse du propriétaire du terrain (s'il est autre que le demandeur) Cadastre : Superficie :	
NOM - PRENOMS - ADRESSE DEMANDEUR	

CADRE 2 : NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme. Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L410-1, R410-1 et suivants ; Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L111-6 à L111-10, R111-2, R111-4, R 111-26, R 111-27 et suivants ; Vu le PLU approuvé le 16 novembre 2021 modifié par modification simplifiée du 7 février 2023 ; Vu l'arrêté du Maire n°07/2020 en date du 4 juin 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier MALECAM, 1er Adjoint au Maire ;</p> <p>Zone : Zone naturelle, Quartiers résidentiels d'habitations N, UR Espace paysager non constructible Espace naturel sensible <i>Ces dispositions figurent dans le règlement de la zone consultable sur le site internet de la Commune et/ou GEOPORTAIL DE L'URBANISME</i></p>

CADRE 3: NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Servitudes d'utilités publiques : OAP Trame verte et bleue PT1 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, PT2 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles, Rayon SH Zone de protection rayon = 3000m Faisceaux hertziens - Paris Bourges - Paris Limoges Emplacement réservé n°14 La parcelle AL86 constitue d'ores et déjà de la voirie pour la partie qui la concerne, un abandon de parcelle sera réalisé au profit de la Commune T7 - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement</p> <p>Autres servitudes : Zonage sismique 1 : arrêté préfectoral 2013/PREF/DCSIPC/SIDPC N°131 en date du 9 décembre 2013 Risque retrait-gonflement d'argile : aléa fort (voir carte jointe issue du site www.georisques.gouv.fr)</p>

CADRE 4 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 4 bis: BENEFICIAIRE DU DROIT
PERIMETRE: DPU SIMPLE (zone U du PLU) Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas	Au bénéfice de : COMMUNE D'OLLAINVILLE Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner

institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.	auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.
DROIT PREEMPTION	SAFER EN ZONE N DU PLU
DROIT DE PREEMPTION	CONSEIL DEPARTEMENTAL AU TITRE DES ENS

CADRE 5 : RÉGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Les bénéficiaires d'autorisations de construire ne peuvent être tenus que des obligations suivantes :

✓ Taxe d'aménagement ;

- Conseil Régional : Taux : 1,0%

- Conseil Départemental : Taux : 2,5 %

Conseil municipal : Taux : 5,0% en zone N et 8 % en zone UR

✓ Participation spécifique pour équipements publics exceptionnels L.332-8 code de l'urbanisme

☐ Réalisation des équipements propres L.332-15 du code de l'urbanisme

☐ Versement pour sous-densité L.331-36 et L.331-38 du code de l'urbanisme

☐ Redevance d'archéologie préventive L.524-2 du code du patrimoine

☐ Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévue à l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme

✓ Redevance à l'occasion de la construction, de la reconstruction ou de l'agrandissement des locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et des locaux de stockage en région Ile-de-France : (III de l'article 231 Ter du code général des Impôts)

✓ Participations préalablement instaurées par délibération.

Participation au renforcement du réseau d'assainissement

☐ Participation du constructeur en ZAC L. 311-4 du code de l'urbanisme

CADRE 6 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels et activités de services mentionnée à l'article L. 125-5 du code de l'environnement : non concerné

Le terrain est situé dans un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur a connaissance : non concerné

Le terrain est situé sur un secteur d'information sur les sols prévu à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Risque de pollution des sols : concerné : 1 ancien site industriel ou activité de service à moins de 500 m.

Canalisations de transport de matières dangereuses : concerné

Risque lié aux installations industrielles classées (ICPE) : non concerné

Risque d'accident nucléaire : concerné : 9 installation(s) nucléaire(s) à 20km

La PFAC pourra être prescrite par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non-opposition à une déclaration préalable ou en cas de permis d'aménager.

Potentiel radon faible

Démolition soumise à permis de démolir par délibération du Conseil Municipal du 25 janvier 2008

Clôture soumise à déclaration préalable de travaux par délibération du Conseil Municipal du 16 octobre 2007

Prescription de la modification 1 du PLU par délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2023



Ollainville, le 30 avril 2024

Le Maire, par délégation,

Olivier MALECAMP,

Adjoint au Maire

LIRE ATTENTIVEMENT CES INFORMATIONS

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de **dix-huit mois** à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffes des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



**CERTIFICAT D'URBANISME SIMPLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

CADRE 1 : IDENTIFICATION	
Demande déposée 16/04/2024	CU 091461 24 10024
TERRAIN - ADRESSE: Nom et adresse du propriétaire du terrain (s'il est autre que le demandeur) Cadastre : Superficie :	
NOM - PRENOMS - ADRESSE DEMANDEUR	

CADRE 2 : NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme. Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L410-1, R410-1 et suivants ; Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L111-6 à L111-10, R111-2, R111-4, R 111-26, R 111-27 et suivants ; Vu le PLU approuvé le 16 novembre 2021 modifié par modification simplifiée du 7 février 2023 ; Vu l'arrêté du Maire n°07/2020 en date du 4 juin 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier MALECAMP, 1er Adjoint au Maire ;
Zone : Quartiers résidentiels d'habitations UR <i>Ces dispositions figurent dans le règlement de la zone consultable sur le site internet de la Commune et/ou GEOPORTAIL DE L'URBANISME</i>

CADRE 3: NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
Servitudes d'utilités publiques : OAP Trame verte et bleue PT1 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, PT2 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles, Rayon SH Zone de protection rayon = 3000m Faisceaux hertziens - Paris Bourges - Paris Limoges Emplacement réservé n°14 T7 - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement
Autres : Zonage sismique 1 : arrêté préfectoral 2013/PREF/DCSIPC/SIDPC N°131 en date du 9 décembre 2013 Risque retrait-gonflement d'argile : aléa FORT (voir carte jointe issue du site www.georisques.gouv.fr)

CADRE 4 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 4 bis: BENEFICIAIRE DU DROIT
PERIMETRE: DPU SIMPLE Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de	Au bénéfice de : COMMUNE D'OLLAINVILLE Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de

validité de ce certificat d'urbanisme.

déclaration.

CADRE 5 : RÉGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Les bénéficiaires d'autorisations de construire ne peuvent être tenus que des obligations suivantes :

✓ Taxe d'aménagement :

- Conseil Régional : Taux : 1,0%

- Conseil Départemental : Taux : 2,5 %

Conseil municipal : Taux : 8,0%

✓ Participation spécifique pour équipements publics exceptionnels L.332-8 code de l'urbanisme

☐ Réalisation des équipements propres L.332-15 du code de l'urbanisme

☐ Versement pour sous-densité L.331-36 et L.331-38 du code de l'urbanisme

☐ Redevance d'archéologie préventive L.524-2 du code du patrimoine

☐ Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévue à l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme

✓ Redevance à l'occasion de la construction, de la reconstruction ou de l'agrandissement des locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et des locaux de stockage en région Ile-de-France : (III de l'article 231 Ter du code général des impôts)

✓ Participations préalablement instaurées par délibération.

Participation au renforcement du réseau d'assainissement

☐ Participation du constructeur en ZAC L. 311-4 du code de l'urbanisme

CADRE 6 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels et activités de services mentionnée à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

le terrain est situé dans un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur a connaissance : non concerné

Le terrain est situé sur un secteur d'information sur les sols prévu à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Risque de pollution des sols : concerné : 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m.

Canalisations de transport de matières dangereuses : concerné

Risque d'accident nucléaire : concerné : 9 installation(s) nucléaire(s) à 20km

Risque lié aux Installations Industrielles Classées (ICPE) : non concerné

La PFAC pourra être prescrite par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non-opposition à une déclaration préalable ou en cas de permis d'aménager.

Potentiel radon faible

Démolition soumise à permis de démolir par délibération du Conseil Municipal du 25 janvier 2008

Clôture soumise à déclaration préalable de travaux par délibération du Conseil Municipal du 16 octobre 2007

Prescription de la modification 1 du PLU par délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2023



OLLAINVILLE, le 18 avril 2024
Le Maire, par délégation,
Olivier MALECAMP,
Premier Adjoint au Maire
Jean-Michel GIRAUD

LIRE ATTENTIVEMENT CES INFORMATIONS

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de **dix-huit mois** à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffe des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



CERTIFICAT D'URBANISME SIMPLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

CADRE 1 : IDENTIFICATION	
Demande déposée 16/04/2024	CU 091461 24 10028
TERRAIN – ADRESSE: Nom et adresse du propriétaire du terrain (s'il est autre que le demandeur) Cadastre : Superficie :	LA PRAIRIE DU MOULIN OLLAINVILLE AL51, AL59, AL65, AL66, AL67, AL68, AL72, AL74, AL75, AL97, AL100, AL102, AL104, AL113, AL114 87958,00 m²
NOM – PRENOMS – ADRESSE DEMANDEUR	

CADRE 2 : NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme. Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L410-1, R410-1 et suivants ; Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L111-6 à L111-10, R111-2, R111-4, R 111-26, R 111-27 et suivants ; Vu le PLU approuvé le 16 novembre 2021 modifié par modification simplifiée du 7 février 2023 ; Vu l'arrêté du Maire n°07/2020 en date du 4 juin 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier MALECAMP, 1er Adjoint au Maire ;</p> <p>Zone : Zone naturelle, Zone naturelle destinée à la préservation des zones humides avérées, Quartiers résidentiels d'habitations N, Nzh, UR Espace paysager non constructible <i>Ces dispositions figurent dans le règlement de la zone consultable sur le site internet de la Commune et/ou GEOPORTAIL DE L'URBANISME.</i></p>

CADRE 3: NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Servitudes d'utilités publiques : QAP - Les moulins d'Ollainville, QAP Trame verte et bleue A4 - Servitudes de passage dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non-domaniaux, Périmètre PPRI Orge et Sallemouille PM1 - Servitudes résultant des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et des plans de prévention des risques miniers (PPRM) : PPRI des Vallées de l'Orge et de la la Sallemouille et PPRI prescrit le 19.12.2000 : aléa : inondation de la Vallée de la Rémarde , PT1 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, PT2 - Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles, Servitude de marchepied : 4 m de part et d'autre de la rivière Rayon SH Zone de protection rayon = 3000m Faisceaux hertziens – Paris Bourges – Paris Limoges T7 - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement Autres: Zonage sismique 1 : arrêté préfectoral 2013/PREF/DCSIPC/SIDPC N°131 en date du 9 décembre</p>

Zones humides avérées du SAGE
 Zones humides présumées du SAGE
 Périmètre 500 m gare
 Patrimoine bâti à protéger
 Znieff1
 Znieff 2
 Espace naturel sensible
 Risque retrait-gonflement d'argile : aléa moyen et fort (voir carte jointe issue du site www.georisques.gouv.fr)

CADRE 4 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 4 bis: BENEFICIAIRE DU DROIT
PERIMETRE: DPU SIMPLE EN ZONE U Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.	Au bénéfice de : COMMUNE D'OLLAINVILLE Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.
DROIT DE PREEMPTION	SAFER EN ZONE N du PLU

CADRE 5 : RÉGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
Les bénéficiaires d'autorisations de construire ne peuvent être tenus que des obligations suivantes : <input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement : - Conseil Régional : Taux : 1,0% - Conseil Départemental : Taux : 2,5 % Conseil municipal : Taux : 5,0% en zone N et 8% en zone U
<input checked="" type="checkbox"/> Participation spécifique pour équipements publics exceptionnels L.332-8 code de l'urbanisme <input type="checkbox"/> Réalisation des équipements propres L.332-15 du code de l'urbanisme <input type="checkbox"/> Versement pour sous-densité L.331-36 et L.331-38 du code de l'urbanisme
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive L.524-2 du code du patrimoine <input type="checkbox"/> Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévue à l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance à l'occasion de la construction, de la reconstruction ou de l'agrandissement des locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et des locaux de stockage en région Île-de-France : (III de l'article 231 Ter du code général des impôts)
<input checked="" type="checkbox"/> Participations préalablement instaurées par délibération. Participation au renforcement du réseau d'assainissement
<input type="checkbox"/> Participation du constructeur en ZAC L. 311-4 du code de l'urbanisme
CADRE 6 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels et activités de services mentionnée à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Le terrain est situé dans un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur a connaissance : non concerné

Le terrain est situé sur un secteur d'information sur les sols prévu à l'article L. 125-6 du code de l'environnement : non concerné

Risque de pollution des sols : concerné : 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL 51), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL59), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL65), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL66), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL67), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL68), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL 72), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL74), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL75), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL97), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL100), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL102), 2 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL 104), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL 113), 1 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m (AL 114)

Canalisations de transport de matières dangereuses : concerné , pas de risque connu (AL65) (AL 66) (AL67) (AL 68) (AL75) (AL 102) (AL 104)

Risque d'accident nucléaire : concerné : 9 installation(s) nucléaire(s) à 20km

Risque lié aux installations industrielles classées (ICPE) : non concerné

La PFAC pourra être prescrite par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non-opposition à une déclaration préalable ou en cas de permis d'aménager.

Potentiel radon faible

Démolition soumise à permis de démolir par délibération du Conseil Municipal du 25 janvier 2008

Clôture soumise à déclaration préalable de travaux par délibération du Conseil Municipal du 16 octobre 2007

Prescription de la modification 1 du PLU par délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2023



OLLAINVILLE, le 30 mars 2024, par délégation,

Le Maire, **Olivier MALECAMP**,

Jean-Michel GIRAudeau, 1er Adjoint au Maire

LIRE ATTENTIVEMENT CES INFORMATIONS

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de **dix-huit mois** à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffes des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Emplacement Réservé

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Corbeil

75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgifp.finances.gouv.fr

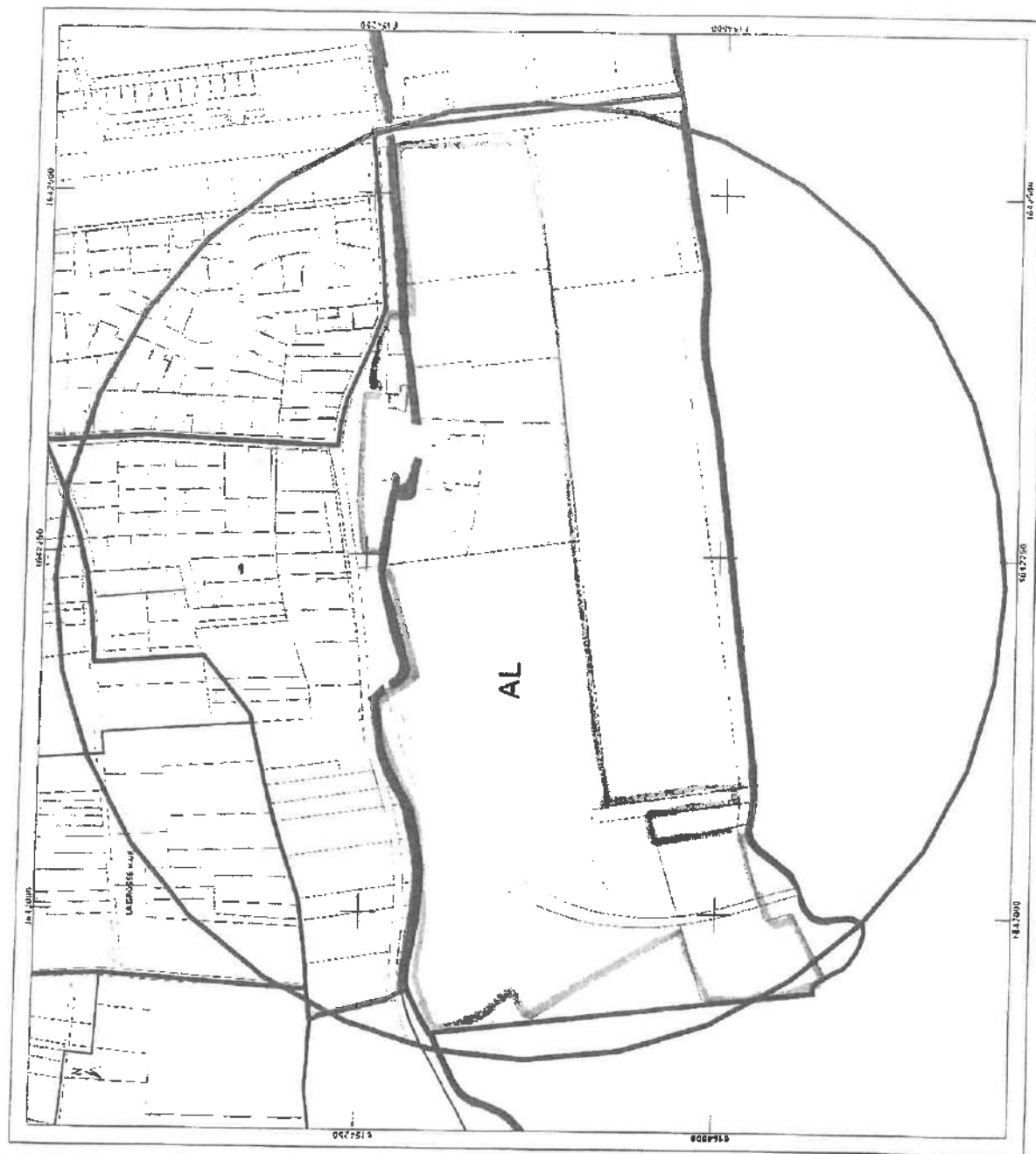
Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**

PLAN DE SITUATION



Département
ESSONNE
Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Folioté : 000 AL 01

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 18/04/2024
(niveau Haute de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des Impôts foncier suivant :

Corbel

75-79 rue Fery 91107

91107 Corbel-Essonne Cedex

M. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28

cdi.corbel@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr

©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publiques

**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**

PLAN DE SITUATION

Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Foliotte : 000 N° 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'exécution : 1/2500

Date d'édition : 16/04/2014
(Depuis l'arrêté de Paris)

Coordonnées en projection : RDP/PROCES

Le plan visuelisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
79-79 rue Fessy 91107
91 107 Corbeil-Essonnes Cedex
M. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 20
cdi.corbeil@dgf.finance.gouv.fr

Cet extrait de plan visuelisé est délivré par :

cadastre.pour.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics



DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION



Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 003 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :

Corbeil
75-79 rue Ferry 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 80 51 00 - fax 01 80 51 28
cdif.corbeil@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION



Département :
ESSONNE
Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuilles : D00 AL 01
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/2500
Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)
Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Faray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tel. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
ediff.corbeil@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Complexes
publics

Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 -fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgifp.finances.gouv.fr

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

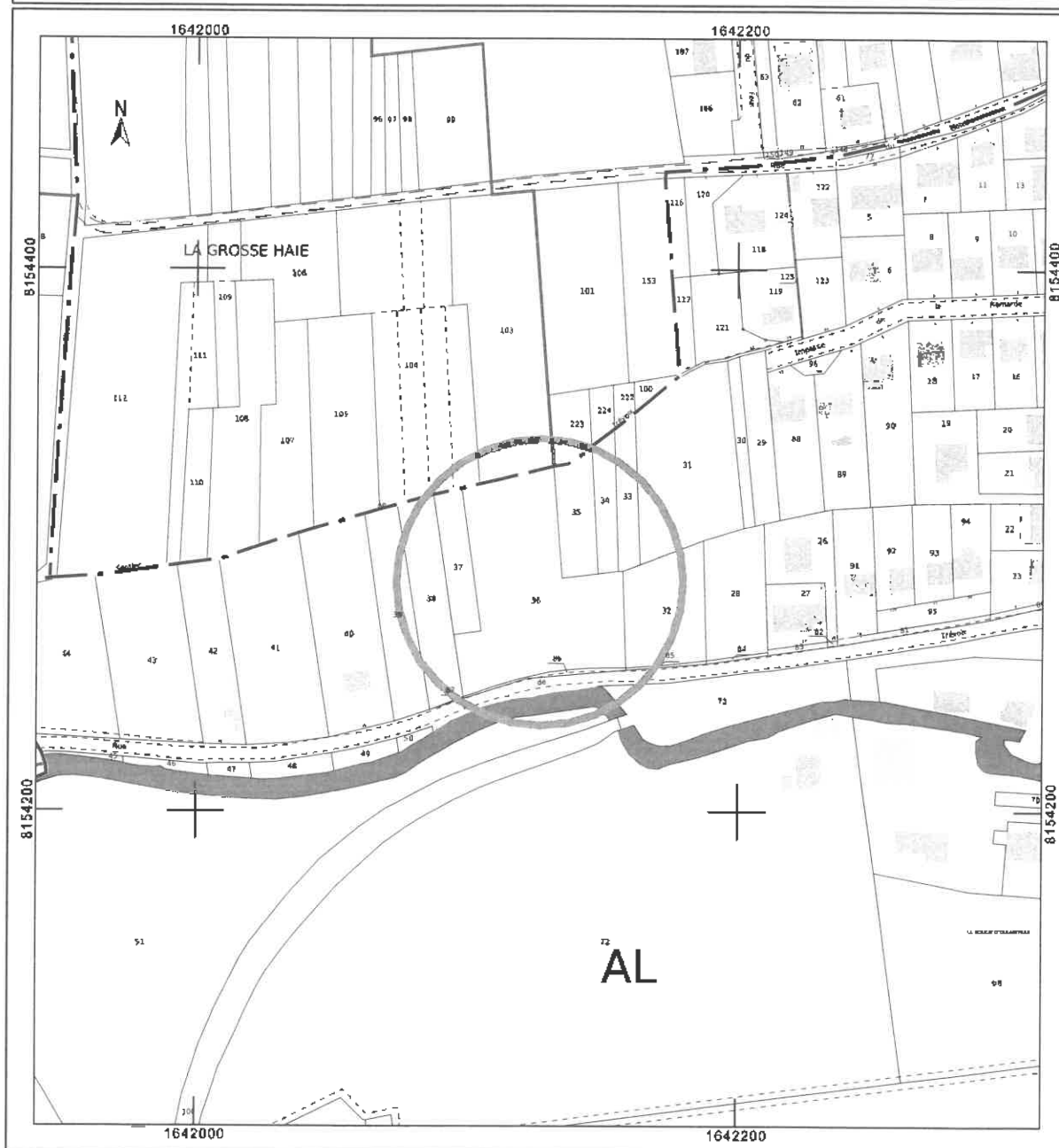
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93GC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une résiliation du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.geoportail.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

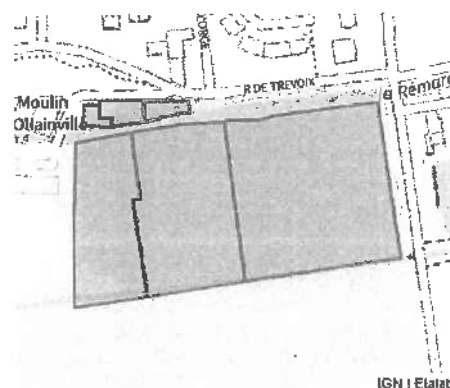
Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91340 OLLAINVILLE

Code parcelle :

**000-AL-67, 000-AL-66, 000-AL-65, 000-AL-74, 000-AL-75,
000-AL-114**



Parcelle(s) : 000-AL-67, 000-AL-66, 000-AL-65, 000-AL-74, 000-AL-75, 000-AL-114, 91340 OLLAINVILLE

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Saïlemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

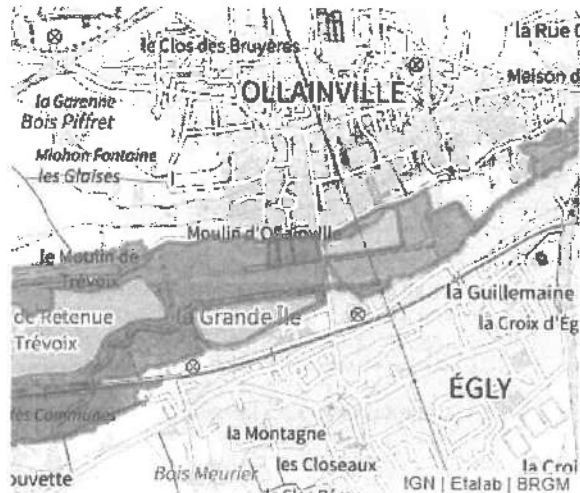
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 14

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 9

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
EOA8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE0200414A	18/03/2002	19/03/2002	01/08/2002	23/08/2002
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTE2119792A	19/06/2021	20/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
INTE9200474A	31/05/1992	31/05/1992	16/10/1992	17/10/1992
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Sécheresse : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2112080A	01/07/2020	30/09/2020	20/04/2021	07/05/2021
INTE9300372A	01/06/1989	31/12/1992	16/08/1993	03/09/1993
INTE9700212A	01/01/1993	31/01/1997	28/05/1997	01/06/1997

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
AKZO NOBEL INDUSTRIAL COATINGS	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006504730

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Moulin	https://fiches-nsques.brgm.fr/georisques/casias/SP3883047

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 16/04/2024

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2412913811

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091					Commune : 461		OLLAINVILLE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AL	0036			RUE DE TREVOIX	0ha33a53ca					
AL	0051			LA PRAIRIE DU MOULIN	1ha36a44ca					
AL	0059			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha02a31ca					
AL	0065				0ha96a63ca					
AL	0066				0ha61a63ca					
AL	0067				0ha41a35ca					
AL	0068				0ha56a45ca					
AL	0072			LA PRAIRIE DU MOULIN	2ha82a52ca					
AL	0074			2 RUE DE TREVOIX	0ha03a76ca					
AL	0075				0ha02a55ca					
AL	0077			RUE DU COTEAU	0ha00a97ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



SF2412913811

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091					Commune : 461		OLLAINVILLE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AL	0079			RUE DU MOULIN	0ha01a39ca					
AL	0080			RUE DE TREVOIX	0ha00a61ca					
AL	0081			RUE DE TREVOIX	0ha01a13ca					
AL	0086			RUE DE TREVOIX	0ha00a76ca					
AL	0097			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha49a19ca					
AL	0100			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha29a31ca					
AL	0102			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha31a22ca					
AL	0104			LA PRAIRIE DU MOULIN	0ha10a91ca					
AL	0113				0ha73a82ca					
AL	0114				0ha01a79ca					



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier : 2023.376

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 16/04/2024

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2412913716

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091				Commune : 461			OLLAINVILLE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AL	0070				0ha01a49ca					
AL	0070	001	2	774/10000						
AL	0070	001	4	774/10000						
AL	0070	001	6	774/10000						
AL	0070	001	7	774/10000						
AL	0070	001	8	756/10000						
AL	0070	001	10	774/10000						
AL	0070	001	12	774/10000						

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.geoalrisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

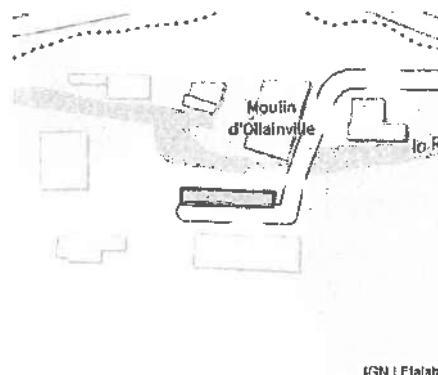
En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91340 OLLAINVILLE

Code parcelle :
000-AL-70



IGN | Etalab

Parcelle(s) : 000-AL-70, 91340 OLLAINVILLE

1 / 7 pages

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Sallémouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

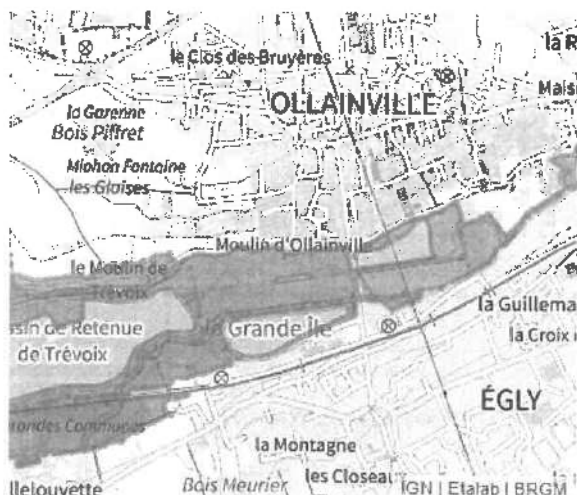
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 3/3



-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition forte : La probabilité de survenue d'un sinistre est élevée et l'intensité des phénomènes attendus est forte. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

1 site(s) présente(nt) une proximité forte avec votre parcelle. Dans le cas où vous souhaiteriez en savoir davantage, il est recommandé de faire réaliser une étude historique et, le cas échéant, des analyses de sols par un bureau d'étude spécialisé dans le domaine des sols pollués.



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 14

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 9

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECO8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE0200414A	18/03/2002	19/03/2002	01/08/2002	23/08/2002
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTE2119792A	19/06/2021	20/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
INTE9200474A	31/05/1992	31/05/1992	16/10/1992	17/10/1992
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Sécheresse : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2112080A	01/07/2020	30/09/2020	20/04/2021	07/05/2021
INTE9300372A	01/06/1989	31/12/1992	16/08/1993	03/09/1993
INTE9700212A	01/01/1993	31/01/1997	28/05/1997	01/06/1997

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
AKZO NOBEL INDUSTRIAL COATINGS	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006504730

Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
PTGC de Corbeil-Essonnes
75-79 rue Féray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgiip.finances.gouv.fr

Section AL
Feuille : 000 AL 01

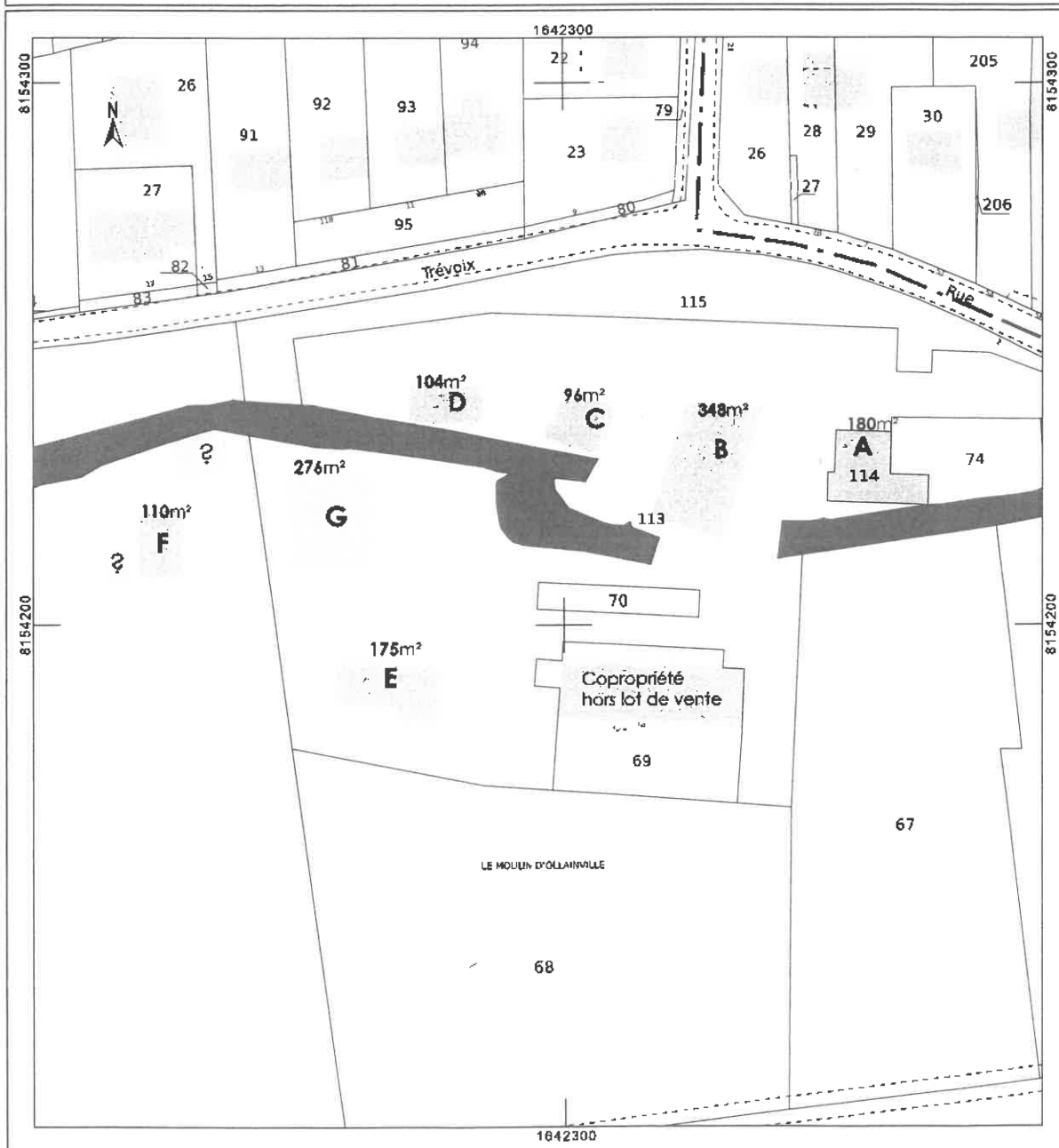
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 31/05/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



**RENSEIGNEMENTS
D'URBANISMES
EGLY**

République Française
ESSONNE



T 01.69.26.28.00
F 01.60.83.83.53
mairie-egly@mairie-egly.fr

CERTIFICAT D'URBANISME

CU N°091 207 24 1 0026

Délivré par le Maire au nom de la commune

CADRE 1 : IDENTIFICATION

LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse :	La Petite Ile à EGLY (91520)
Cadastre (numéros de sections et parcelles) :	AD n°4 et 11 Superficie : 7248m²
DEMANDEUR DU CERTIFICAT :	
Identité :	GEOALLIANCE Géomètre Expert 25, rue de Paris 77220 TOURNAN EN BRIE
Adresse :	

CADRE 2 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME en date du 16 avril 2024 (ne concerne que la case cochée ci-dessous)

☒ - Demande formulée en vue de connaître les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus. (art. L. 410-1.1^{er} alinéa du code de l'urbanisme).

☐ - Demande précisant l'opération projetée. Dans ce cas, rappel des caractéristiques de l'opération projetée, c'est à dire, s'il y a lieu, la destination et la nature des bâtiments projetés ainsi que la superficie de leurs planchers hors œuvre. (art. L. 410-1.2^{ème} alinéa du code de l'urbanisme).

Nature de l'opération :

Utilisation du terrain pour l'opération projetée : se reporter en particulier aux cadres 10 et 11

CADRE 3 : SITUATION DU TERRAIN

Le terrain se situe dans la zone N et en Espaces Boisés classés

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 décembre 2009 et modifié en 2012, 2015, 2016, 2018 et le 20/06/2019.

CADRE 4 : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol :

Le bien se situe en zone rouge du PPRI pour la parcelle AD 4

Risque retrait-gonflement d'argile (voir carte issue du site www.georisque.gouv.fr)

CADRE 5 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 5 bis : BENEFICIAIRE DU DROIT
<p>Le terrain est soumis au droit de préemption urbain (DPU)</p> <p>Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.</p>	<p><u>Au bénéfice du Syndicat de l'orge</u></p> <p>SI D.P.U. : Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.</p> <p>SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.</p>
CADRE 6 : REGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN Articles L.332-6 et suivants et L.520-1 du code de l'urbanisme	
TAXES	<p>Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux</p>
<p><input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement : art. R 331-5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme Taux communal : 5% - Taux départemental : 2,5% - Taux régional : 1%</p> <p><input type="checkbox"/> Exonérations : art. R 331.5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme</p>	
<input type="checkbox"/> V.S.D – Versement sous-densité	
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance pour création de bureau ou de locaux de recherche en région d'Ile-de-France.	
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive -Taux : 0,4% (par application de la loi n° 2004-804 du 09 août 2004.)	
PARTICIPATIONS	<p>Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par un permis de construire, une autorisation d'aménager un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux, • par une autorisation de lotir, un arrêté approuvant le plan de remembrement d'une association foncière urbaine ou une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le d) l'article L. 332-12.
Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.	
<input checked="" type="checkbox"/> Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du code de l'urbanisme).	
Participations préalablement instaurées par délibération.	
<input checked="" type="checkbox"/> Le demandeur est informé qu'il est redevable de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC). Elle est due pour tout branchement au réseau d'Assainissement, suivant la délibération du Conseil Communautaire n°19-231 en date du 12/12/2019.	
<input type="checkbox"/> Participation pour non réalisation d'aire de stationnement (article L.332-6-1-2 ^{ème} -b du code de l'urbanisme). Montant fixé à :0. Ce montant est actualisé tous les ans au 1 ^{er} novembre, en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction (article L.421-3 du code de l'urbanisme).	
<input type="checkbox"/> Participation au financement des voies nouvelles et des réseaux (article L.332-6-1-2 ^{ème} -d du code de l'urbanisme). Délibération du conseil municipal du :	
<input type="checkbox"/> Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L.332-9 du code de l'urbanisme). (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat).	
<input type="checkbox"/> Participation du constructeur en ZAC (article L.331-4).	
<input type="checkbox"/> Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévu à l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme	
<input type="checkbox"/> Secteur TA majorée à 20% - Délibération du Conseil Municipal n°2023-31-15 du 21 juin 2023	

CADRE 7 : EQUIPEMENTS PUBLICS MENTIONNES A L'ARTICLE L.421-5 DU CODE DE L'URBANISME				
RESEAUX	Desservi	Concessionnaires	Non Desservi	Date non déterminée
Voie(s) publiques	Oui	Voie Communale rue d'Ollainville		
Eau potable	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Assainissement	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Electricité	Oui	Enedis		

CADRE 8 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES
<p>Le bien n'est pas inclus dans un périmètre de résorption d'habitat insalubre.</p> <p>Le bien n'est concerné ni par un arrêté de périt ni par un arrêté d'hygiène et d'insalubrité.</p> <p>Le bien n'est pas inclus dans une zone concernée par la nécessité de délivrance d'un certificat parasitaire.</p> <p>Le bien est inclus dans une zone à risque d'exposition au plomb par arrêtés préfectoraux n° 010082 du 1er février 2001 et n° 010108 du 9 février 2001.</p> <p>Dans le souci de préserver l'environnement, au dépôt de la Déclaration d'Intention d'aliéner, <u>il sera demandé le certificat de conformité des branchements particuliers d'assainissement</u>, en application de la délibération du Conseil Communautaire n°19-232 en date du 12/12/2019.</p> <p>Le bien n'est pas inclus dans le périmètre concernant les risques naturels et technologiques défini par l'arrêté préfectoral n°2015 DDT-SE 340 du 31 août 2015, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à 27, du code l'environnement. A savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) des vallées de l'Orge et de la Salmouille dans le département de l'Essonne et des Yvelines. <p>Le bien est inclus dans le périmètre concernant le risque sismique défini par l'arrêté préfectoral n°131 du 9 décembre 2013, notamment les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1, du code l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> le département de l'Essonne est entièrement compris en zone de sismicité très faible. <p>L'arrêté est disponible sur le site Internet des services de l'Etat en l'Essonne : http://www.essonne.gouv.fr/IAL</p> <p>« Sur un terrain boisé, une autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement au permis de construire.</p> <p>Le fait qu'un terrain soit classé constructible au document d'urbanisme de la commune est sans incidence sur la possibilité d'obtenir une autorisation de défrichement le code de l'urbanisme et le code forestier étant des réglementations indépendantes. De ce fait, il est vivement recommandé lors de l'acquisition d'un terrain constructible boisé soumis à autorisation de défrichement, d'émettre une réserve lors de la signature de la promesse de vente, en conditionnant la vente à l'obtention de l'autorisation de défrichement. »</p> <p>Par délibération n°2008-088 du 11 septembre 2008, portant institution d'une taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructible.</p> <p>Les biens sont sans numéro</p>

CADRE 09 : POUR LE CAS OU LA DEMANDE PORTE SUR UNE OPERATION DETERMINEE REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME (Case cochée ci-dessous)
Néant

CADRE 10 : ACCORDS OU AVIS NECESSAIRES (pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)
En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord du ministre ou de son délégué chargé : Néant

CADRE 11 : FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION
(pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-dessous devront être accomplies.

ATTENTION : Le non respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles indiquées dans le certificat d'urbanisme est passible d'une amende d'un minimum de 1200 EUROS, en application de l'article L.480-4 du code de l'urbanisme. La démolition des ouvrages ou de la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Le présent certificat comprend 4 pages
Pour toute demande de renseignements,
s'adresser :

Le 25 avril 2024

Affaire suivie par le service

Urbanisme :
Mme AUOEGOND Hélène
Tel : 01.69.26.28.04



Le 1^{er} Maire Adjoint
Chargé du Développement Urbain
Economique et Numérique

Philippe LEHMANN

Copie du certificat est adressé au propriétaire du terrain lorsque la demande n'émane ni de lui-même, ni de son mandataire.

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS

EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet, si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposées.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics

DRÔITS DES TIERS : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

DUREE DE VALIDITE : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

ALIGNEMENT – Si vous désirez connaître la limite du domaine public au droit de votre propriété vous devez solliciter une « demande d'alignement » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
(Les limites entre propriétaires privés étant définies par géomètre).

VOIRIE - ACCES – Si un accès au terrain doit être réalisé à partir de la voie publique, vous devez solliciter une « permission ou autorisation de voirie » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
L'accès à la voie publique devra recevoir l'accord du service gestionnaire du domaine public.

ASSAINISSEMENT – Système préconisé – L'assainissement individuel sera réalisé conformément aux normes de la réglementation en vigueur. L'installation devra être conçue de manière à permettre le raccordement ultérieur à un éventuel réseau d'assainissement public. Ce dispositif ne pourra en aucun cas recevoir les eaux pluviales. Le rejet de l'effluent ne peut être réalisé qu'en dehors du périmètre de construction de 35 m de rayon autour du (des) puits existant (s). Principe de l'installation : Le système individuel d'assainissement sera conçu suivant l'autorisation municipale à recueillir.

DIVISION DE TERRAIN

Certificat délivré sous réserve que la présente division n'entre pas dans le champ d'application de l'article R 315-1 du code de l'urbanisme concernant les dispositions relatives à la réglementation sur les lotissements

Département :
ESSONNE

Commune :
EGLY

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

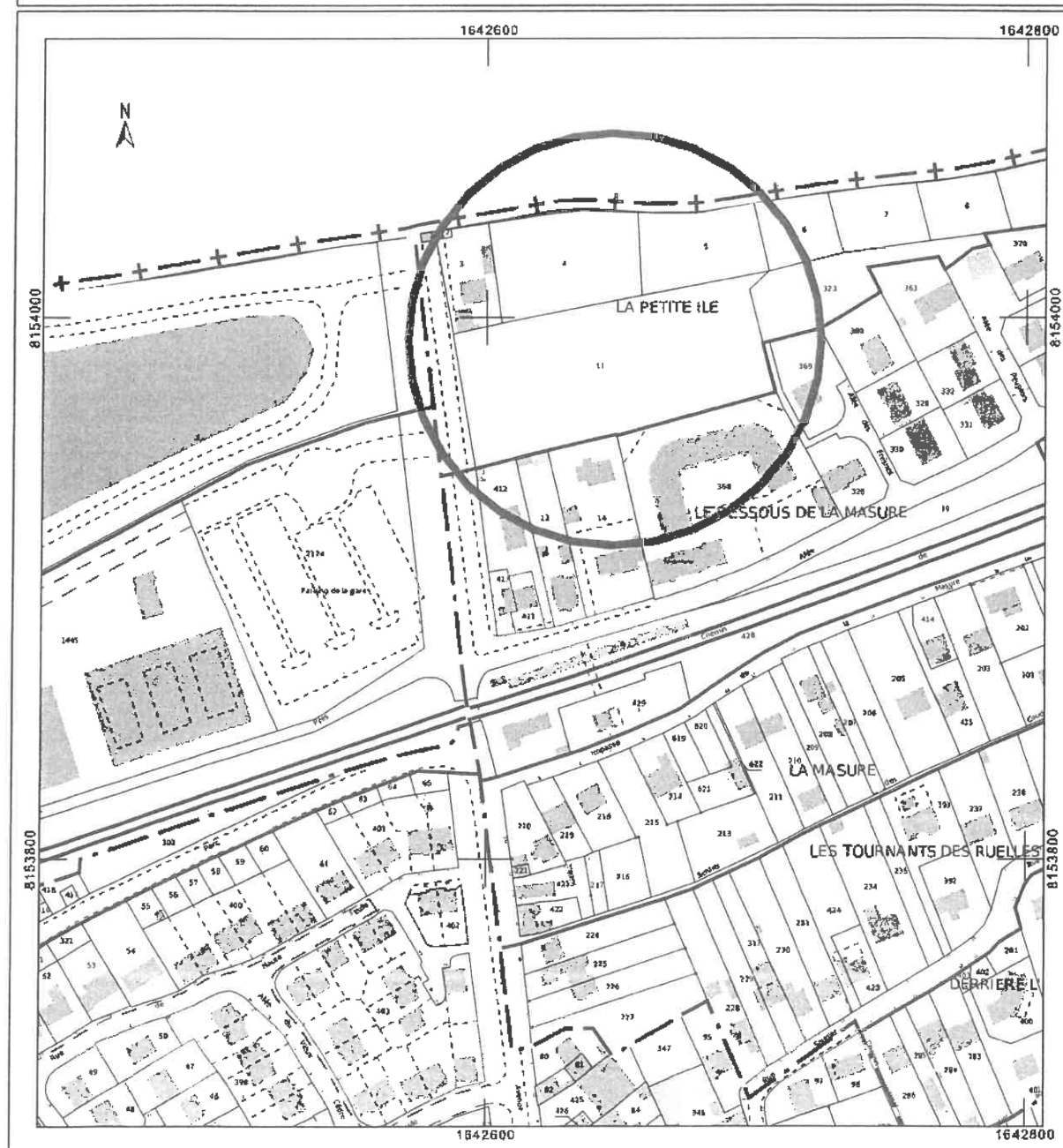
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



République Française

ESSONNE



☎ 01.69.26.28.00

☎ 01.60.83.83.53

✉ mairie-egly@mairie-egly.fr

CERTIFICAT D'URBANISME

CU N°091 207 24 1 0027

Délivré par le Maire au nom de la commune

CADRE 1 : IDENTIFICATION

LOCALISATION DU TERRAIN <u>Adresse :</u>	Les Grandes Communes à EGLY (91520)
<u>Cadastre</u> (numéros de sections et parcelles) :	B n°780, 794 et 795 Superficie : 815m²
DEMANDEUR DU CERTIFICAT : <u>Identité :</u>	GEOALLIANCE Géomètre Expert 25, rue de Paris 77220 TOURNAN EN BRIE
<u>Adresse :</u>	

CADRE 2 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME en date du 18 avril 2024 (ne concerne que la case cochée ci-dessous)

☒ - Demande formulée en vue de connaître les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus. (art. L.410-1, 1^{er} alinéa du code de l'urbanisme).

☐ - Demande précisant l'opération projetée. Dans ce cas, rappel des caractéristiques de l'opération projetée, c'est à dire, s'il y a lieu, la destination et la nature des bâtiments projetés ainsi que la superficie de leurs planchers hors œuvre. (art. L.410-1, 2^{ème} alinéa du code de l'urbanisme).

Nature de l'opération :

Utilisation du terrain pour l'opération projetée : se reporter en particulier aux cadres 10 et 11

CADRE 3 : SITUATION DU TERRAIN

Le terrain se situe dans la zone N et en Espaces Boisés classés

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 décembre 2009 et modifié en 2012, 2015, 2016, 2018 et le 20/06/2019.

CADRE 4 : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol :

Les parcelles se situent en zone orange du PPRI

Risque retrait-gonflement d'argile (voir carte issue du site www.georisque.gouv.fr)

CADRE 5 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 6 bis : BENEFICIAIRE DU DROIT
<p>Le terrain est soumis au droit de préemption urbain (DPU)</p> <p>Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.</p>	<p><u>Au bénéfice du Syndicat de l'Orge</u></p> <p><u>Si D.P.U.</u> Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.</p> <p><u>SANCTION</u> : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.</p>
CADRE 6 : REGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN Articles L.332-6 et suivants et L.520-1 du code de l'urbanisme	
TAXES	les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement : art. R 331-5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme Taux communal : 5% - Taux départemental : 2,5% - Taux régional : 1% <input type="checkbox"/> Exonérations : art. R 331.5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme	
<input type="checkbox"/> V.S.D – Versement sous-densité	
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance pour création de bureau ou de locaux de recherche en région d'Ile-de-France.	
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive -Taux : 0,4% (par application de la loi n° 2004-804 du 09 août 2004.)	
PARTICIPATIONS	Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites : • par un permis de construire, une autorisation d'aménager un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux, par une autorisation de lotir, un arrêté approuvant le plan de remembrement d'une association foncière urbaine ou une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le d) l'article L. 332-12.
<i>Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.</i>	
<input checked="" type="checkbox"/> Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du code de l'urbanisme).	
<i>Participations préalablement instaurées par délibération.</i>	
<input checked="" type="checkbox"/> Le demandeur est informé qu'il est redevable de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC). Elle est due pour tout branchement au réseau d'Assainissement, suivant la délibération du Conseil Communautaire n°19-231 en date du 12/12/2019.	
<input type="checkbox"/> Participation pour non réalisation d'aire de stationnement (article L.332-6-1-2 ^{ème} .b du code de l'urbanisme). Montant fixé à :0. Ce montant est actualisé tous les ans au 1 ^{er} novembre, en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction (article L.421-3 du code de l'urbanisme).	
<input type="checkbox"/> Participation au financement des voies nouvelles et des réseaux (article L.332-6-1-2 ^{ème} .d du code de l'urbanisme). Délibération du conseil municipal du :	
<input checked="" type="checkbox"/> Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L.332-9 du code de l'urbanisme). (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat).	
<input type="checkbox"/> Participation du constructeur en ZAC (article L.331-4).	
<input type="checkbox"/> Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévu à l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme	
<input type="checkbox"/> Secteur TA majorée à 20% - Délibération du Conseil Municipal n°2023-31-15 du 21 juin 2023	

CADRE 7 : EQUIPEMENTS PUBLICS MENTIONNES A L'ARTICLE L.421-3 DU CODE DE L'URBANISME

RESEAUX	Desservi	Concessionnaires	Non Desservi	Date non déterminée
Voie(s) publiques	Oui	Parcelles enclavées		
Eau potable	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Assainissement	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Electricité	Oui	Enedis		

CADRE 8 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bien n'est pas inclus dans un périmètre de réorption d'habitat insalubre.
 Le bien n'est concerné ni par un arrêté de péril ni par un arrêté d'hygiène et d'insalubrité.
 Le bien n'est pas inclus dans une zone concernée par la nécessité de délivrance d'un certificat parasitaire.
 Le bien est inclus dans une zone à risque d'exposition au plomb par arrêtés préfectoraux n° 010082 du 1er février 2001 et n° 010108 du 9 février 2001.

Dans le souci de préserver l'environnement, au dépôt de la Déclaration d'intention d'aliéner, il sera demandé le certificat de conformité des branchements particuliers d'assainissement, en application de la délibération du Conseil Communautaire n°19-232 en date du 12/12/2019.

Le bien n'est pas inclus dans le périmètre concernant les risques naturels et technologiques défini par l'arrêté préfectoral n°2015 DDT-SE 340 du 31 août 2015, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à 27, du code l'environnement. A savoir :

- plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) des vallées de l'Orge et de la Salmouille dans le département de l'Essonne et des Yvelines.

Le bien est inclus dans le périmètre concernant le risque sismique défini par l'arrêté préfectoral n°131 du 9 décembre 2013, notamment les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1, du code l'environnement :

- le département de l'Essonne est entièrement compris en zone de sismicité très faible.

L'arrêté est disponible sur le site Internet des services de l'Etat en l'Essonne : <http://www.essonne.gouv.fr/IAL>

« Sur un terrain boisé, une autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement au permis de construire.

Le fait qu'un terrain soit classé constructible au document d'urbanisme de la commune est sans incidence sur la possibilité d'obtenir une autorisation de défrichement le code de l'urbanisme et le code forestier étant des réglementations indépendantes. De ce fait, il est vivement recommandé lors de l'acquisition d'un terrain constructible boisé soumis à autorisation de défrichement, d'émettre une réserve lors de la signature de la promesse de vente, en conditionnant la vente à l'obtention de l'autorisation de défrichement. »

Par délibération n°2008-088 du 11 septembre 2008, portant institution d'une taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructible.

Les biens sont sans numéro

**CADRE 09 : POUR LE CAS OU LA DEMANDE PORTE SUR UNE OPERATION DETERMINEE
REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME (Case cochée ci-dessous)**

Néant

CADRE 10 : ACCORDS OU AVIS NECESSAIRES (pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)

En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord du ministre ou de son délégué chargé : Néant

CADRE 11 : FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION
(pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-dessous devront être accomplies.

ATTENTION : Le non respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles indiquées dans le certificat d'urbanisme est passible d'une amende d'un minimum de 1200 EUROS, en application de l'article L.480-4 du code de l'urbanisme. La démolition des ouvrages ou de la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Le présent certificat comprend 4 pages
Pour toute demande de renseignements,
s'adresser :

Le 25 avril 2024

Affaire suivie par le service**Urbanisme :**

Mme AUDEGOND Hélène

Tel : 01.69.26.28.04



Le 1^{er} Maire Adjoint
Chargé du Développement Urbain
Economique et Numérique

Philippe Lehmann
Philippe LEHMANN

Copie du certificat est adressé au propriétaire du terrain lorsque la demande n'émane ni de lui-même, ni de son mandataire.

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS

EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet, si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposées.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics.

DROITS DES TIERS : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

DUREE DE VALIDITE : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

ALIGNEMENT – Si vous désirez connaître la limite du domaine public au droit de votre propriété vous devez solliciter une « demande d'alignement » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
(Les limites entre propriétaires privés étant définies par géomètre).

VOIRIE - ACCES – Si un accès au terrain doit être réalisé à partir de la voie publique, vous devez solliciter une « permission ou autorisation de voirie » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
L'accès à la voie publique devra recevoir l'accord du service gestionnaire du domaine public.

ASSAINISSEMENT – Système préconisé – L'assainissement individuel sera réalisé conformément aux normes de la réglementation en vigueur. L'installation devra être conçue de manière à permettre le raccordement ultérieur à un éventuel réseau d'assainissement public. Ce dispositif ne pourra en aucun cas recevoir les eaux pluviales. Le rejet de l'effluent ne peut être réalisé qu'en dehors du périmètre de construction de 35 m de rayon autour du (des) puits existant (s). Principe de l'installation : Le système individuel d'assainissement sera conçu suivant l'autorisation municipale à recueillir.

DIVISION DE TERRAIN

Certificat délivré sous réserve que la présente division n'entre pas dans le champ d'application de l'article R 315-1 du code de l'urbanisme concernant les dispositions relatives à la réglementation sur les lotissements.

Département :
ESSONNE

Commune :
EGLY

Section : B
Feuille : 000 B 02

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

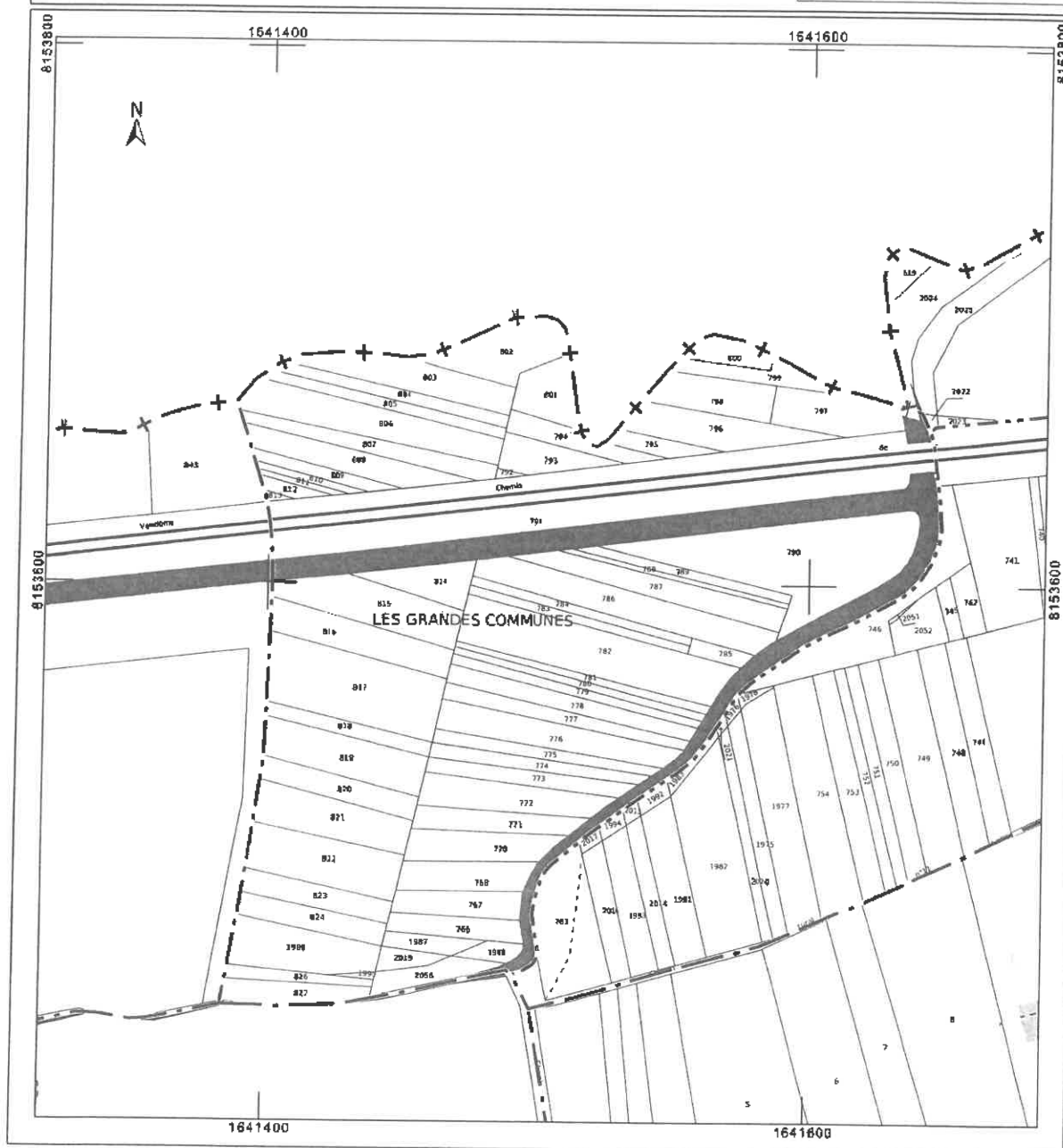
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des Impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdf.corbeil@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



République Française
ESSONNE



☎ 01.69.26.28.00

☎ 01.60.83.83.53

✉ mairie-egly@mairie-egly.fr

CERTIFICAT D'URBANISME

CU N°091 207 24 1 0028

Délivré par le Maire au nom de la commune

CADRE 1 : IDENTIFICATION

LOCALISATION DU TERRAIN	
<u>Adresse :</u>	Les Petits Prés à EGLY (91520)
<u>Cadastre</u> (numéros de sections et parcelles) :	B n°644, 645, 660, 662, 663, 664 et 2012 Superficie : 1106m²
DEMANDEUR DU CERTIFICAT :	
<u>Identité :</u>	GEOALLIANCE Géomètre Expert 25, rue de Paris 77220 TOURNAN EN BRIE
<u>Adresse :</u>	

CADRE 2 : OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME en date du 16 avril 2024 (ne concerne que la case cochée ci-dessous)

☒ - Demande formulée en vue de connaître les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus. (art. L.410-1.1^{er} alinéa du code de l'urbanisme).

☐ - Demande précisant l'opération projetée. Dans ce cas, rappel des caractéristiques de l'opération projetée, c'est à dire, s'il y a lieu, la destination et la nature des bâtiments projetés ainsi que la superficie de leurs planchers hors œuvre. (art. L.410-1.2^{ème} alinéa du code de l'urbanisme).

Nature de l'opération :

Utilisation du terrain pour l'opération projetée : se reporter en particulier aux cadres 10 et 11

CADRE 3 : SITUATION DU TERRAIN

Le terrain se situe dans la zone N et en Espaces Boisés classés

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 décembre 2009 et modifié en 2012, 2015, 2016, 2018 et le 20/06/2019.

CADRE 4 : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol :
Les parcelles se situent en zone ciel, rouge et orange du PPRI en partie.

Risque retrait-gonflement d'argile : aléa moyen (voir carte issue du site www.georisque.gouv.fr)

CADRE 5 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 5 bis : BENEFICIAIRE DU DROIT
<p>Le terrain est soumis au droit de préemption urbain (DPU)</p> <p>Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.</p>	<p><u>Au bénéfice du Syndicat de l'Orge</u></p> <p>Si D.P.U.: Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.</p> <p>SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.</p>
CADRE 6 : REGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN Articles L.332-8 et suivants et L.520-1 du code de l'urbanisme	
TAXES	les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux
<p><input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement : art. R 331-5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme Taux communal : 5% - Taux départemental : 2,5% - Taux régional : 1%</p> <p><input type="checkbox"/> Exonérations : art. R 331-5 et R 331-6 du Code de l'Urbanisme</p>	
<p><input type="checkbox"/> V.S.D – Versement sous-densité</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Redevance pour création de bureau ou de locaux de recherche en région d'Île-de-France.</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive -Taux : 0,4% (par application de la loi n° 2004-804 du 09 août 2004.)</p>	
PARTICIPATIONS	<p>Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par un permis de construire, une autorisation d'aménager un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration de travaux. par une autorisation de lotir, un arrêté approuvant le plan de remembrement d'une association foncière urbaine ou une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le d) l'article L. 332-12.
<p>Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du code de l'urbanisme).</p>	
<p>Participations préalablement instaurées par délibération.</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Le demandeur est informé qu'il est redevable de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC). Elle est due pour tout branchement au réseau d'Assainissement, suivant la délibération du Conseil Communautaire n°19-231 en date du 12/12/2019.</p>	
<p><input type="checkbox"/> Participation pour non réalisation d'aire de stationnement (article L.332-6-1-2^{ème}-b du code de l'urbanisme). Montant fixé à :0. Ce montant est actualisé tous les ans au 1^{er} novembre, en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction (article L.421-3 du code de l'urbanisme).</p>	
<p><input type="checkbox"/> Participation au financement des voies nouvelles et des réseaux (article L.332-6-1-2^{ème}-d du code de l'urbanisme). Délibération du conseil municipal du :</p>	
<p><input type="checkbox"/> Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L.332-9 du code de l'urbanisme). (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat).</p>	
<p><input type="checkbox"/> Participation du constructeur en ZAC (article L.331-4).</p>	
<p><input type="checkbox"/> Participation forfaitaire représentative de la participation (PUP) prévu à l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme</p>	
<p><input type="checkbox"/> Secteur TA majorée à 20% - Délibération du Conseil Municipal n°2023-31-15 du 21 juin 2023</p>	

CADRE 7 : EQUIPEMENTS PUBLICS MENTIONNES A L'ARTICLE L421-4 DU CODE DE L'URBANISME

RESEAUX	Desservi	Concessionnaires	Non Desservi	Date non déterminée
Voie(s) publiques	Oui	Parcelles enclavées		
Eau potable	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Assainissement	Oui	Cœur Essonne Agglomération		
Electricité	Oui	Enedis		

CADRE 8 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bien n'est pas inclus dans un périmètre de résorption d'habitat insalubre.

Le bien n'est concerné ni par un arrêté de péril ni par un arrêté d'hygiène et d'insalubrité.

Le bien n'est pas inclus dans une zone concernée par la nécessité de délivrance d'un certificat parasitaire.

Le bien est inclus dans une zone à risque d'exposition au plomb par arrêtés préfectoraux n° 010082 du 1er février 2001 et n° 010108 du 9 février 2001.

Dans le souci de préserver l'environnement, au dépôt de la Déclaration d'Intention d'aliéner, il sera demandé le certificat de conformité des branchements particuliers d'assainissement, en application de la délibération du Conseil Communautaire n°19-232 en date du 12/12/2019.

Le bien n'est pas inclus dans le périmètre concernant les risques naturels et technologiques défini par l'arrêté préfectoral n°2015 DDT-SE 340 du 31 août 2015, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à 27, du code l'environnement. A savoir :

- plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) des vallées de l'Orge et de la Salmouille dans le département de l'Essonne et des Yvelines.

Le bien est inclus dans le périmètre concernant le risque sismique défini par l'arrêté préfectoral n°131 du 9 décembre 2013, notamment les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1, du code l'environnement :

- le département de l'Essonne est entièrement compris en zone de sismicité très faible.

L'arrêté est disponible sur le site Internet des services de l'Etat en l'Essonne : <http://www.essonne.gouv.fr/IAL>

« Sur un terrain boisé, une autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement au permis de construire.

Le fait qu'un terrain soit classé constructible au document d'urbanisme de la commune est sans incidence sur la possibilité d'obtenir une autorisation de défrichement le code de l'urbanisme et le code forestier étant des réglementations indépendantes. De ce fait, il est vivement recommandé lors de l'acquisition d'un terrain constructible boisé soumis à autorisation de défrichement, d'émettre une réserve lors de la signature de la promesse de vente, en conditionnant la vente à l'obtention de l'autorisation de défrichement. »

Par délibération n°2008-088 du 11 septembre 2008, portant institution d'une taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructible.

Les biens sont sans numéro

**CADRE 09 : POUR LE CAS OÙ LA DEMANDE PORTE SUR UNE OPERATION DETERMINEE
REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME (Case cochée ci-dessous)**

Néant

CADRE 10 : ACCORDS OU AVIS NECESSAIRES (pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)

En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord du ministre ou de son délégué chargé : Néant

CADRE 11 : FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION
 (pour le cas où la demande porte sur une opération déterminée)

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-dessous devront être accomplies.

ATTENTION : Le non respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles indiquées dans le certificat d'urbanisme est passible d'une amende d'un minimum de 1200 EUROS, en application de l'article L.480-4 du code de l'urbanisme. La démolition des ouvrages ou de la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Le présent certificat comprend 4 pages
 Pour toute demande de renseignements,
 s'adresser :

Le 25 avril 2024

Affaire suivie par le service

Urbanisme :
 Mme AUDEGOND Hélène
 Tel : 01.69.26.28.04



Le 1^{er} Maire Adjoint
 Chargé du Développement Urbain
 Economique et Numérique

Philippe LEHMANN

Copie du certificat est adressé au propriétaire du terrain lorsque la demande n'émane ni de lui-même, ni de son mandataire.

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS

EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet, si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposées.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics.

DROITS DES TIERS : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

DUREE DE VALIDITE : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

ALIGNEMENT - Si vous désirez connaître la limite du domaine public au droit de votre propriété vous devez solliciter une « demande d'alignement » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
 (Les limites entre propriétaires privés étant définies par géomètre).

VOIRIE - ACCES - Si un accès au terrain doit être réalisé à partir de la voie publique, vous devez solliciter une « permission ou autorisation de voirie » auprès de la commune. (Imprimé disponible en Mairie).
 L'accès à la voie publique devra recevoir l'accord du service gestionnaire du domaine public.

ASSAINISSEMENT - Système préconisé - L'assainissement individuel sera réalisé conformément aux normes de la réglementation en vigueur. L'installation devra être conçue de manière à permettre le raccordement ultérieur à un éventuel réseau d'assainissement public. Ce dispositif ne pourra en aucun cas recevoir les eaux pluviales. Le rejet de l'effluent ne peut être réalisé qu'en dehors du périmètre de construction de 35 m de rayon autour du (des) puits existant (s). Principe de l'installation : Le système individuel d'assainissement sera conçu suivant l'autorisation municipale à recueillir.

DIVISION DE TERRAIN

Certificat délivré sous réserve que la présente division n'entre pas dans le champ d'application de l'article R 315-1 du code de l'urbanisme concernant les dispositions relatives à la réglementation sur les lotissements

**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

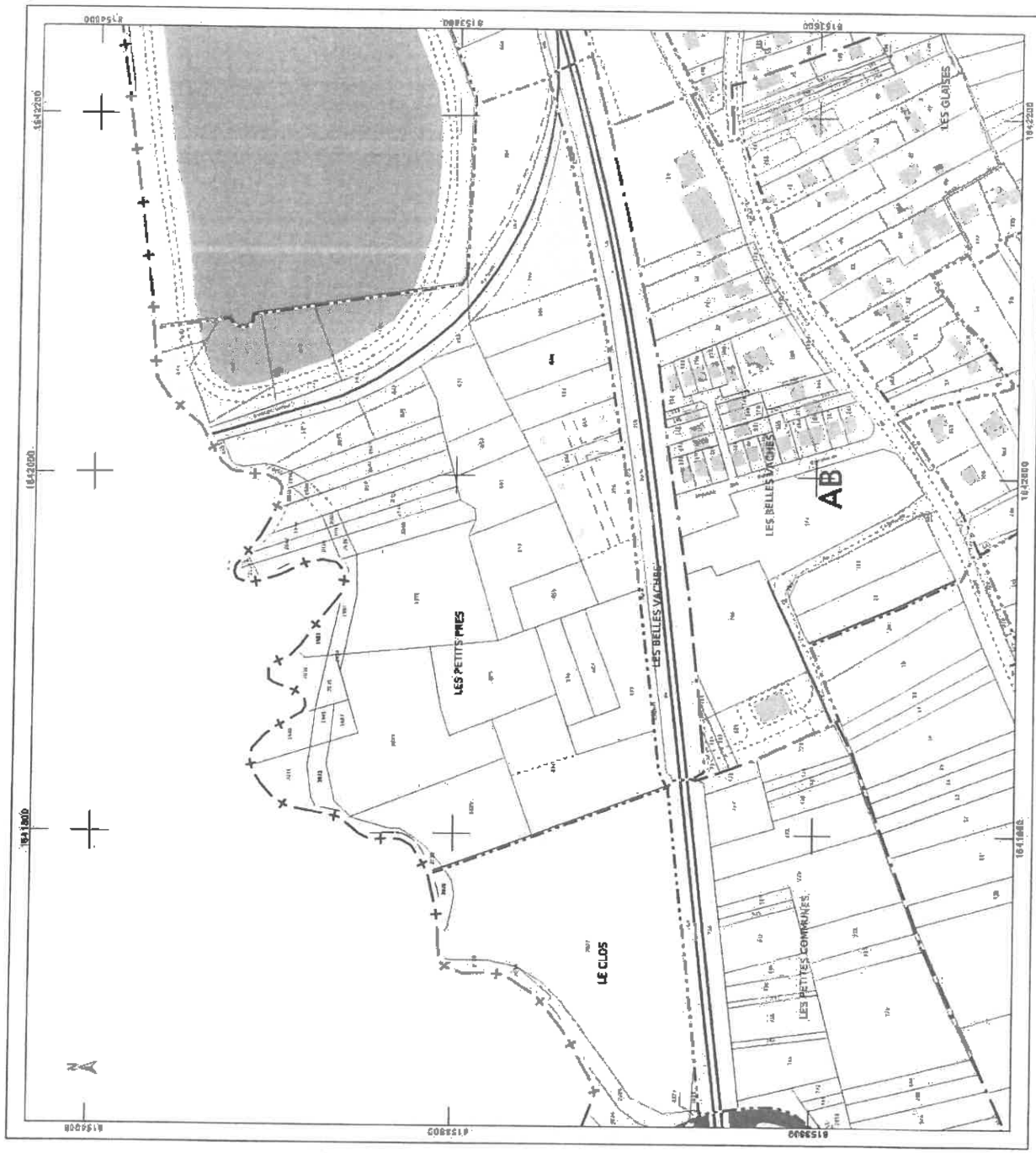
Département :
ESSONNE
Commune :
EGLY

Section : B
Feuille : 000 B 02
Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/2000
Date d'édition : 18/04/2024
(Bureau National de Paris)
Coordonnées en projection : RGF93CC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
Centre des Impôts Foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Fessy 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 51 00 51 fax 01 60 51 28
celf.corbeil@dgi.fr finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cartes.finances.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics



**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

PPAT
Viel du Parc
Navy
av. 1

Département :
ESSONNE

Commune :
EGLY

Section : 8
Feuille : 000 8 02

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/04/2024
(Rue de la République de Paris)

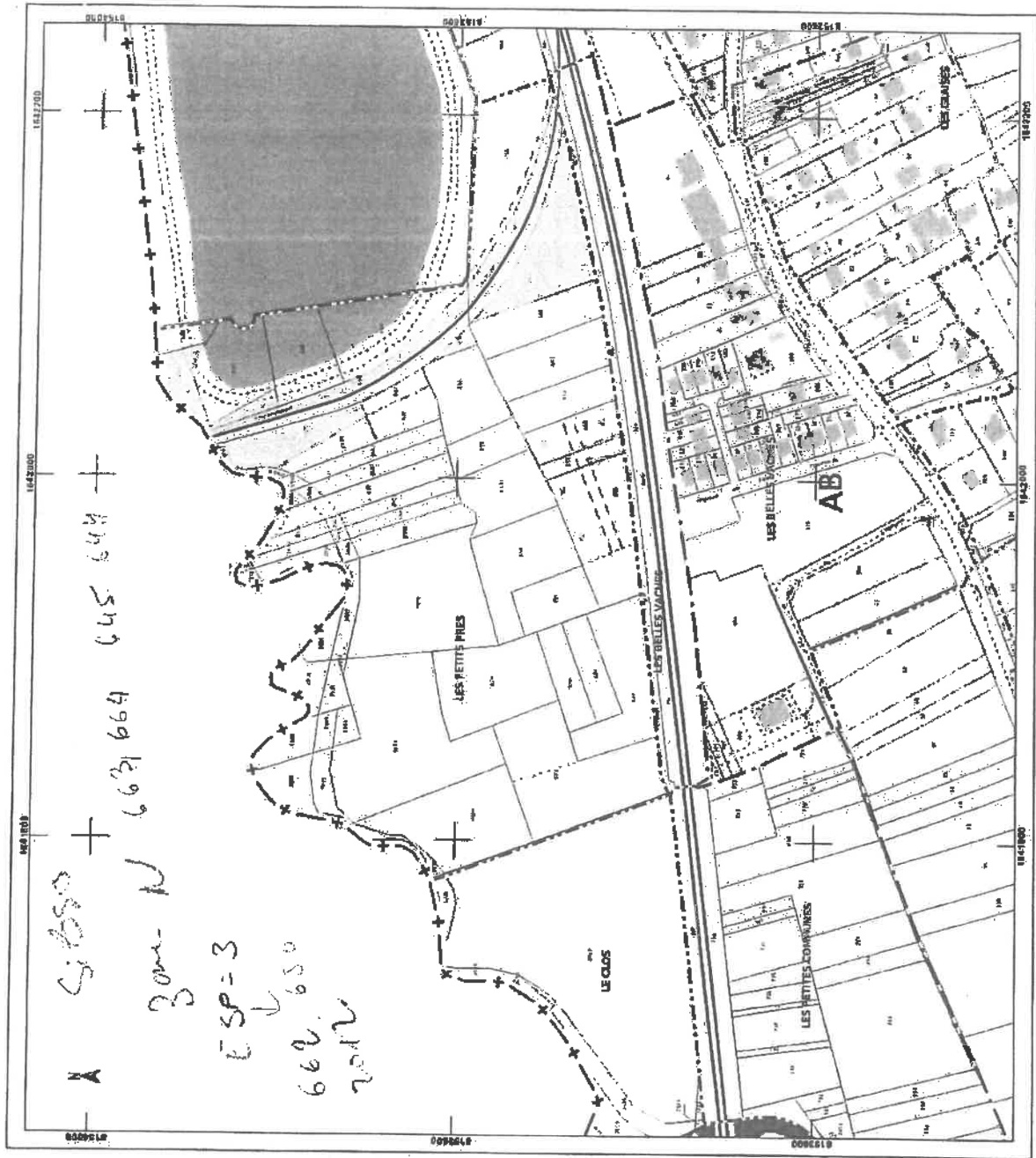
Coordonnées en projection : RGFR3000-49

Le plan actualisé sur cet extrait est géré par le
centre des Impôts Foncier suivant :

75-79 rue Fanny B1107
B1107 Corneil-Essonnes Cedex
tel. 01 60 81 00 00 - fax 01 60 81 28
cde.fonci@dirp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cessionnaire GOUV.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publiques



Direction générale des finances publiques
Cellule d'assistance technique du SPDC
du lundi au vendredi
de 8h00 à 18h00

N° de dossier :

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 16/04/2024
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2412915793

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091				Commune : 207			EGLY			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvo	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AD	0004			LA PTE ILE	0ha18a75ca					
AD	0011			LA PTE ILE	0ha53a71ca					
B	0644			LES PETITS PRES	0ha20a06ca					
B	0645			LES PETITS PRES	0ha07a46ca					
B	0650			LES PETITS PRES	0ha01a50ca					
B	0662			LES PETITS PRES	0ha24a23ca					
B	0663			LES PETITS PRES	0ha15a85ca					
B	0664			LES PETITS PRES	0ha28a70ca					
B	0780			LES GRANDES COMMUNES	0ha02a70ca					
B	0794			LES GRANDES COMMUNES	0ha03a30ca					
B	0795			LES GRANDES COMMUNES	0ha02a15ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



SF2412915793

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 081					Commune : 207			EGLY		
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
B	2012			LES PETITS PRES	0ha12a26ca					





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Commune d'EGLY

Dossier d'informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L125-5 du code de l'Environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° DDT-SE N° 634

du 12/10/2017

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn : Oui ☒ Non ☐

Approuvé en date du 16/06/2017 Aléa : inondation par l'Orge

Les documents de référence sont :

PPRi des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille consultation sur internet ☒ en mairie et en préfecture ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRT : Oui ☐ Non ☒

en date du

Les documents de référence sont :

consultation sur internet ☐ en mairie et en préfecture ☐

4. Situation de la commune au regard du zonage règlementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application du décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité : zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☐ zone 2 ☐ zone 1 ☒

5. Description succincte de l'intensité du risque

Aléa : inondation par l'Orge d'intensité : Faible ☐ Moyenne ☒ Forte ☒ Très forte ☐

Observation

Pièces jointes

6. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques en cours

Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques inondation de l'Orge



Carte relative à l'Information des Acquéreurs et des Locataires
de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs
Commune d'Egly



PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION DES VALLÉES DE L'ORGE ET DE LA SALLEMOUILLE

Communes :
 Appain, Eddy, Champs, Bruyères-le-Château
 Breuille

Cartographie Réglementaire

Date d'élaboration :
 Juin 2017


Sources : BDTopo (c) IGN
 DDT 91
 DDT 78

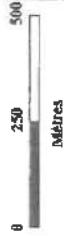
LEGENDE

Zonage réglementaire

-  Zone rouge
-  Zone orange
-  Zone saumon
-  Zone ciel
-  Zone vert

Éléments de repérage

-  Limites communales
-  Le pointeur et plan d'eau
-  Cote de l'échelle d'eau pour la crue de référence





**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Environnement

**Arrêté n°2017-DDT-SE N° 634 du 12 octobre 2017
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les
risques naturels et technologiques majeurs
sur la commune d'ÉGLY (Essonne)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite Agricole**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ainsi que ses articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret du 21 avril 2016, portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne ;

Vu l'arrêté n°2017-PREF-MC-476 du 6 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Yves RAUCH, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2017-DDT-SE-436 du 16 juin 2017 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille dans les départements de l'Essonne et des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-DDT-SE N°521 du 4 août 2017 portant à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs dans le département de l'Essonne ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour la liste des risques à prendre en compte sur le territoire de la commune d'Égly et les documents à consulter pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

ARRÊTE

Article 1

La commune d'Égly est exposée :

- aux risques naturels prévisibles d'inondation par débordement de la rivière Orge.

Le dossier communal d'information sur les risques naturels et technologiques est annexé au présent arrêté.

Article 2

Les documents de référence relatifs aux risques naturels et technologiques auxquels la commune est exposée sont :

- le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille, approuvé le 16 juin 2017 par arrêté inter-préfectoral n° 2017-DDT-SE n°436.

Article 3

Les éléments nécessaires aux vendeurs et aux bailleurs pour l'état des risques naturels et technologiques utile à l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sont consignés dans un dossier communal d'information qui comprend :

- une fiche synthétique précisant la nature ainsi que l'intensité du risque auquel la commune est exposée et mentionne les documents de référence auxquels le vendeur ou bailleur peut se référer
- un document graphique délimitant les zones exposées au risque inondation.

Article 4

Le dossier communal d'information et les documents de référence sont consultables aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie d'Égly et de la préfecture de l'Essonne.

Article 5

Ces informations sont mises à jour conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Article 6

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune d'Égly et au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Égly et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le journal Le Parisien-édition de l'Essonne.

Le dossier est consultable sur le site Internet des services de l'État dans l'Essonne : <http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Transactions-immobilières-et-installations-classees/Information-Acquereurs-Locataires>

Article 7

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n°2015 DDT-SE 340 du 31 août 2015.

Article 8

Madame la Préfète, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau, le directeur départemental des territoires et le maire d'Égly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation

L'adjoint au directeur départemental des territoires


Pierre-François CLERC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFÊTE DE L'ESSONNE

Commune d'EGLY

Dossier d'informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II de l'article L125-5 du code de l'Environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° DDT-SE N° 634

du 12/10/2017

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn Oui ☒ Non ☐

Approuvé en date du 16/06/2017

Aléa inondation par l'Orge

Les documents de référence sont :

PPRi des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille consultation sur internet ☒ en mairie et en préfecture ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRT Oui ☐ Non ☒

en date du

Les documents de référence sont :

consultation sur internet ☐ en mairie et en préfecture ☐

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application du décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☐ zone 2 ☐ zone 1 ☒

5. Description succincte de l'intensité du risque

Aléa inondation par l'Orge d'intensité Faible ☐ Moyenne ☒ Forte ☒ Très forte ☐

Observation

6. Pièces jointes

6a. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques en cours

Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques inondation de l'Orge

Date d'élaboration de la présente fiche : le 17/10/2017





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.oeorisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

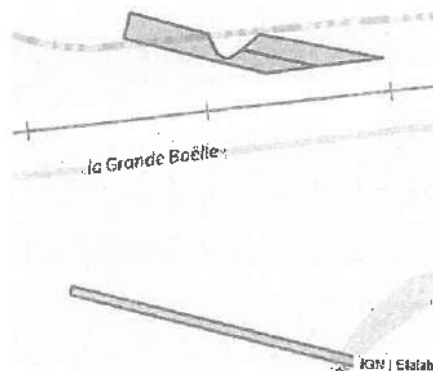
Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91520 EGLY

Code parcelle :

000-B-780, 000-B-794, 000-B-795



Parcelle(s) : 000-B-780, 000-B-794, 000-B-795, 91520 EGLY

1 / 7 pages

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRI Orge et Sallemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

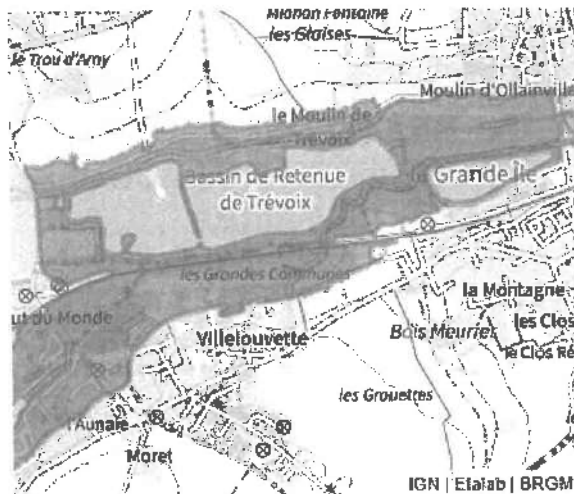
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protéger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 2/3

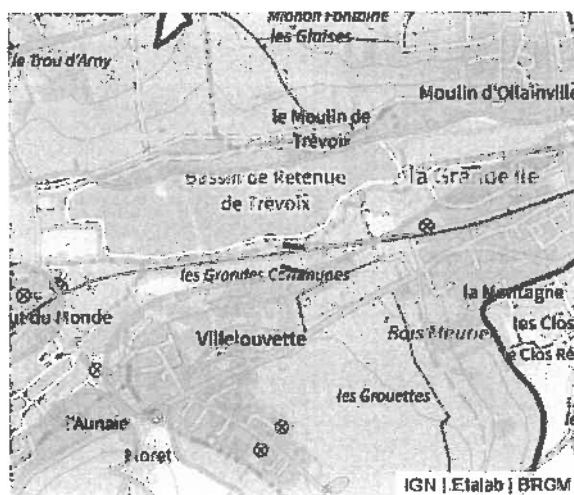


- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiées :

- 1 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 12

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECOA8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0300095A	08/07/2001	07/07/2001	24/02/2003	09/03/2003
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Sécheresse : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2118485A	01/07/2020	30/09/2020	22/06/2021	09/07/2021
INTE9300001A	01/01/1990	31/10/1992	25/01/1993	07/02/1993
INTE9700100A	01/11/1992	31/10/1996	24/03/1997	12/04/1997
INTE9800356A	01/11/1996	30/04/1998	18/09/1998	03/10/1998

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Industrie chimique	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881970

Département :
ESSONNE

Commune :
EGLY

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

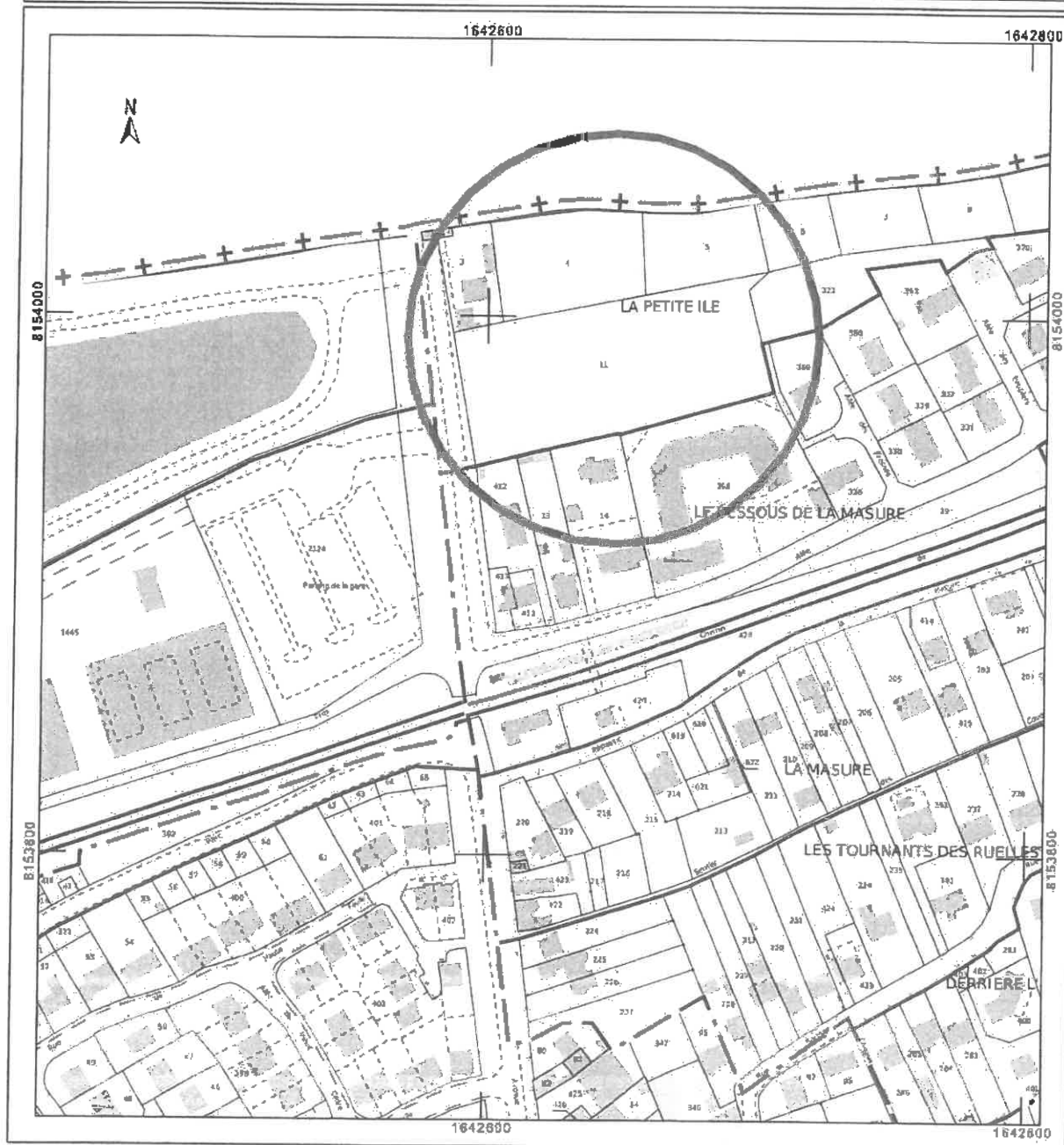
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-78 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 -fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91520 EGLY

Code parcelle :

**000-B-644, 000-B-664, 000-B-663, 000-B-662, 000-B-650,
000-B-2012, 000-B-645**



Parcelle(s) : 000-B-644, 000-B-664, 000-B-663, 000-B-662, 000-B-650, 000-B-2012, 000-B-645, 91520 EGLY

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Saïlemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

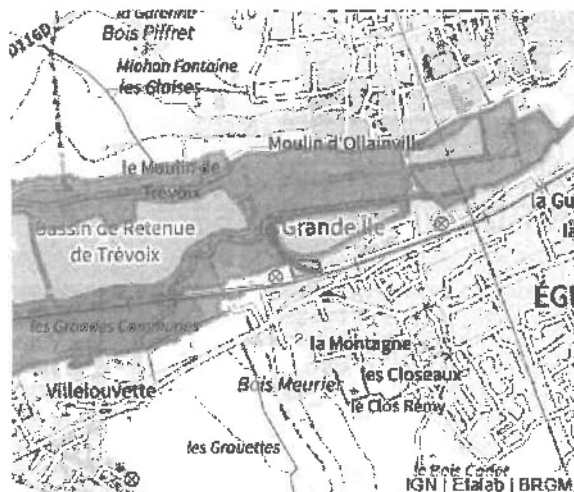
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protéger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 2/3

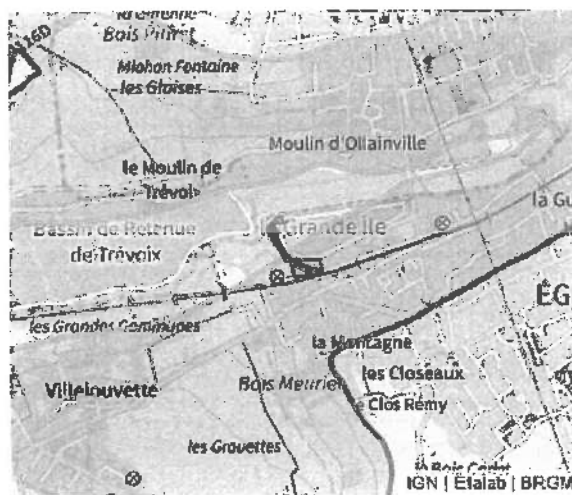


-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiées :

- 3 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 12

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECOA6800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0300095A	06/07/2001	07/07/2001	24/02/2003	09/03/2003
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Sécheresse : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2118485A	01/07/2020	30/09/2020	22/06/2021	09/07/2021
INTE9300001A	01/01/1990	31/10/1992	25/01/1993	07/02/1993
INTE9700100A	01/11/1992	31/10/1996	24/03/1997	12/04/1997
INTE9800356A	01/11/1996	30/04/1998	18/09/1998	03/10/1998

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée :
Moulin	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3883047
Décharge d'ordures ménagères	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881962
Garage	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881963



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.geoalrisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91520 EGLY

Code parcelle :
000-AD-11, 000-AD-4



Parcelle(s) : 000-AD-11, 000-AD-4, 91520 EGLY

1 / 7 pages

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Saliemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

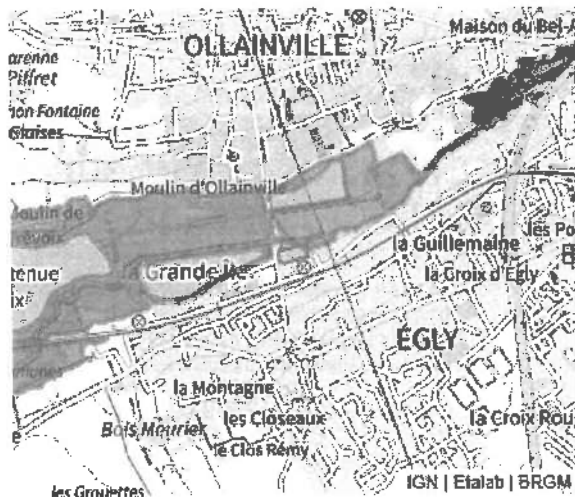
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 3/3

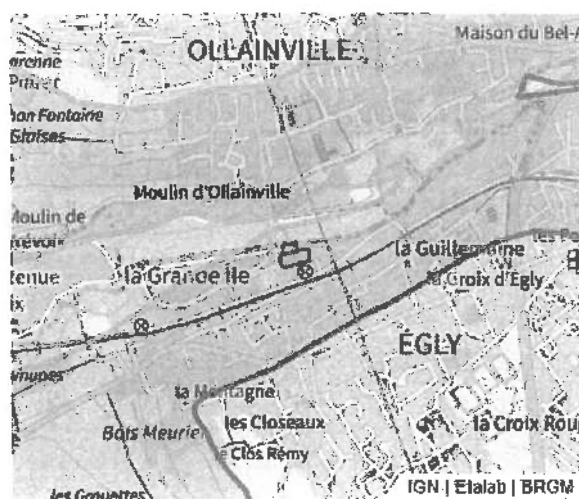


- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition forte : La probabilité de survenue d'un sinistre est élevée et l'intensité des phénomènes attendus est forte. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



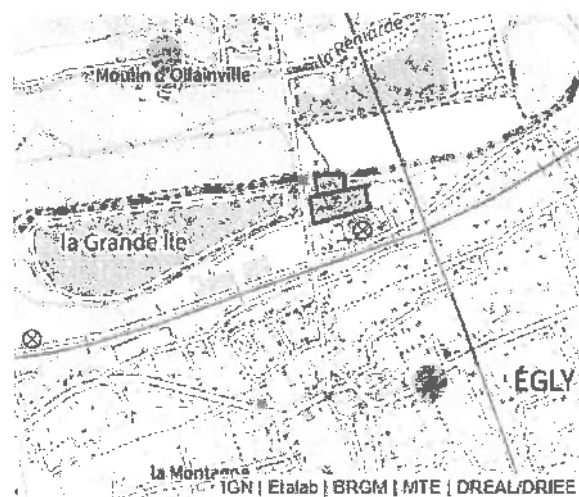
POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 2 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 12

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECO8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0300095A	06/07/2001	07/07/2001	24/02/2003	09/03/2003
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Sécheresse : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2118485A	01/07/2020	30/09/2020	22/06/2021	09/07/2021
INTE9300001A	01/01/1990	31/10/1992	25/01/1993	07/02/1993
INTE9700100A	01/11/1992	31/10/1996	24/03/1997	12/04/1997
INTE9800356A	01/11/1996	30/04/1998	18/09/1998	03/10/1998

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Moulin	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3883047
Atelier de traitement des métaux	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881964

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/06/2025

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2518767095

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091				Commune : 207			EGLY			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AD	0004			LA PTE ILE	0ha18a75ca					
AD	0011			LA PTE ILE	0ha53a71ca					
B	0644			LES PETITS PRES	0ha20a08ca					
B	0645			LES PETITS PRES	0ha07a46ca					
B	0650			LES PETITS PRES	0ha01a50ca					
B	0662			LES PETITS PRES	0ha24a23ca					
B	0663			LES PETITS PRES	0ha15a85ca					
B	0664			LES PETITS PRES	0ha28a70ca					
B	0780			LES GRANDES COMMUNES	0ha02a70ca					
B	0794			LES GRANDES COMMUNES	0ha03a30ca					
B	0795			LES GRANDES COMMUNES	0ha02a15ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



SF2518767095

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091					Commune : 207			EGLY		
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
B	2012			LES PETITS PRES	0ha12a26ca					



**RENSEIGNEMENTS
D'URBANISMES
BRUYÈRES-LE-CHÂTEL**

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/08/2025

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2518767122

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 091					Commune : 115		BRUYERES-LE-CHATEL			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
B	0859			LES VINGT CINQ ARPENTS	0ha01a50ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

--

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



**CERTIFICAT D'URBANISME SIMPLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Dossier suivi par : Laetitia RAYNAL

CADRE 1 : IDENTIFICATION	
Demande déposée 16/04/2024	CU 091 115 24 10015
TERRAIN - ADRESSE: Nom et adresse du propriétaire du terrain (s'il est autre que le demandeur)	Lieudit « les vingt-cinq Arpents » 91680 BRUYÈRES-LE-CHÂTEL
Cadastre :	B 859
Superficie :	150 m ²
NOM - PRENOMS - ADRESSE DEMANDEUR	GEOALLIANCE 25 Rue de Paris 77220 TOURNAN EN BRIE

CADRE 2 : NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Le terrain est situé dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme. Vu le Plan Local d'Urbanisme révisé et approuvé le 31/01/2018, mis à jour les 05/02/2018, le 09/07/2018 et le 02/03/2021, rectifié le 06/12/2018 et modifié le 19/09/2019. La parcelle est comprise dans une zone de protection des sites (art L.115-3 du CU) La parcelle est classée dans une zone à risque d'exposition au plomb (Arrêté Préf.010082 du 01/02/2001) Zone : N - EBC Parcelle concernée par le PPRI de l'Orge et de la Sallemouille <i>Ces dispositions figurent dans le règlement de la zone joint au certificat.</i></p>

CADRE 3 : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Servitudes d'utilités publiques : <input type="checkbox"/> Périmètre de protection de monument classé « EGLISE SAINT-DIDIER » Autres servitudes : <input checked="" type="checkbox"/> Risque retrait-gonflement d'argile : voir carte jointe Issue du site (www.georisques.gouv.fr)</p>

CADRE 4 : DROIT DE PREEMPTION	CADRE 4 bis : BENEFICIAIRE DU DROIT
<p>PERIMETRE: Droit de préemption Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.</p>	<p>Au bénéfice de : la SAFER Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetées. SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration.</p>

CADRE 5 : RÉGIME DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN
<p>Les bénéficiaires d'autorisations de construire ne peuvent être tenus que des obligations suivantes :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement : - Conseil Régional : Taux : 1,0% - Conseil Départemental : Taux : 2,5 % Conseil municipal : Taux : 5,0%</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive L.524-2 du code du patrimoine <input type="checkbox"/> Participation du constructeur en ZAC L. 311-4 du code de l'urbanisme</p>

CADRE 6 : EQUIPEMENTS PUBLICS			
RESEAUX	Desserte	Capacité	Observations
Eau potable			
Assainissement			
Electricité			
Voirie	<input type="checkbox"/> Communale <input type="checkbox"/> Départementale <input type="checkbox"/> Privée <input type="checkbox"/> Chemin rural		

CADRE 7 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	
<input type="checkbox"/> Participation pour le financement à l'assainissement collectif - PFAC (article L.1331-7 du Code de la Santé Publique - Délibération n°AG-2019/25 DU 04/04/2019)	
<input type="checkbox"/> Contrôle obligatoire de la conformité de l'assainissement collectif en cas de mutation à l'exception des appartements lorsqu'ils sont cédés en lot individuel (délibération CDEA n°19.232 du 12/12/2019)	
<input type="checkbox"/> Contrôle obligatoire de la conformité de l'assainissement non collectif en cas de mutation (délibération n°2010/27 du 24/03/2010)	

BRUYERES-LE-CHATEL, le 16 mai 2024
 Pour Le Maire,
 Et par délégation
 L'Adjoint à l'Urbanisme

Didier PREHUI

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.
 Elle est exécutoire à compter de sa transmission et sa notification au demandeur (article L.424-7 du Code de l'Urbanisme).*

LIRE ATTENTIVEMENT CES INFORMATIONS

DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article L 410-1 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans un délai de **deux-huit mois** à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du présent certificat ne peuvent être remises en cause à l'exception des dispositions ayant pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

ATTENTION

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffes des tribunaux de Grande Instance, Notaires, ...).

PROLONGATION DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R 410-17 du Code de l'Urbanisme, le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire, par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise dans les conditions prévues à l'article R 410-3 du Code de l'Urbanisme.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Département :
ESSONNE
Commune :
BRUYERES-LE-CHATEL

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgfip.finances.gouv.fr

Section : B
Feuille : 000 B 03

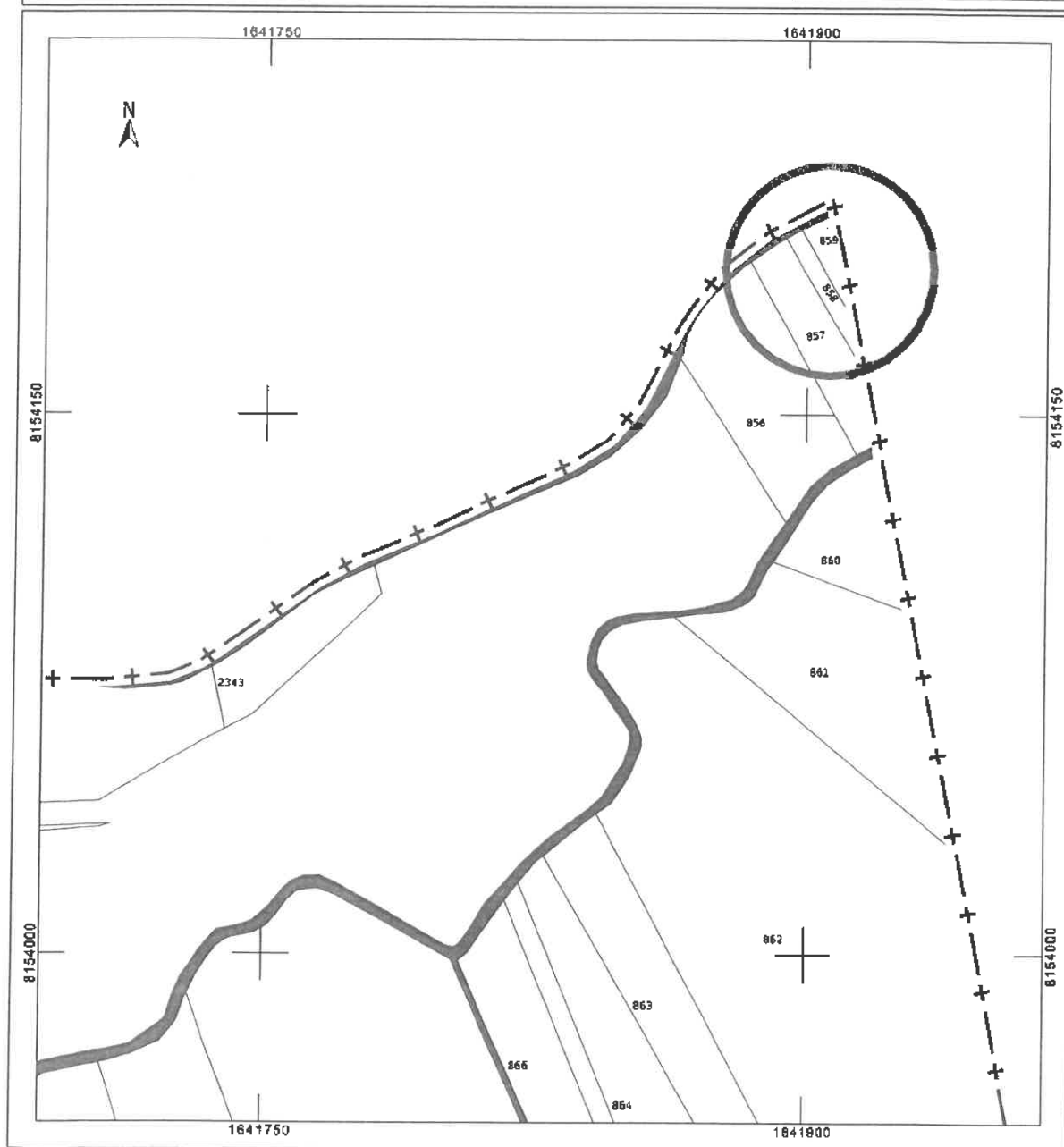
Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



1



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Environnement

**Arrêté n° 2017-DDT-SE N° 632 du 12 octobre 2017
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les
risques naturels et technologiques majeurs
sur la commune de BRUYERES-LE-CHATEL (Essonne)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite Agricole

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ainsi que ses articles L.586-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret du 21 avril 2016, portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne ;

Vu l'arrêté n°2017-PREF-MC-476 du 6 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Yves RAUCH, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2017-DDT-SE-436 du 16 juin 2017 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille dans les départements de l'Essonne et des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-DDT-SE N°521 du 4 août 2017 portant à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs dans le département de l'Essonne ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour la liste des risques à prendre en compte sur le territoire de la commune de Bruyères-le-Châtel et les documents à consulter pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

ARRÊTE

Article 1

La commune de Bruyères-le-Châtel est exposée :

- aux risques naturels prévisibles d'inondation par débordement de la rivière Orge.

Le dossier communal d'information sur les risques naturels et technologiques est annexé au présent arrêté.

Article 2

Les documents de référence relatifs aux risques naturels et technologiques auxquels la commune est exposée sont :

- le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Rémarde, prescrit le 19 décembre 2000 par arrêté préfectoral 2000/DDE/STEPE/n°0300,
- le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Charmoise, prescrit le 7 janvier 2002 par arrêté préfectoral 2002/DDE/STEPE/n°0001,
- le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille, approuvé le 16 juin 2017 par arrêté inter-préfectoral n° 2017-DDT-SE n°436.

Article 3

Les éléments nécessaires aux vendeurs et aux bailleurs pour l'état des risques naturels et technologiques utile à l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sont consignés dans un dossier communal d'information qui comprend :

- une fiche synthétique précisant la nature ainsi que l'intensité du risque auquel la commune est exposée et mentionne les documents de référence auxquels le vendeur ou bailleur peut se référer
- un document graphique délimitant les zones exposées au risque inondation.

Article 4

Le dossier communal d'information et les documents de référence sont consultables aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie de Bruyères-le-Châtel et de la préfecture de l'Essonne.

Article 5

Ces informations sont mises à jour conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Article 6

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Bruyères-le-Châtel et au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Bruyères-le-Châtel et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le journal Le Parisien-édition de l'Essonne.

Le dossier est consultable sur le site Internet des services de l'État dans l'Essonne :
<http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Transactions-immobilières-et-installations-classees/Information-Acquéreurs-Locataires>

Article 7

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 2015 DDT-SE 337 du 31 août 2015.

Article 8

Madame la Préfète, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau, le directeur départemental des territoires et le maire de Bruyères-le-Châtel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation

L'adjoint au directeur départemental des territoires



Pierre-François CLERC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Commune de BRUYERES-LE-CHÂTEL

Dossier d'informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II de l'article L.125-5 du code de l'Environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° DDT-SE N° 632

du 12/10/2017

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Prescrit en date du 19/12/2000		Aléa Inondation par la Rémarde
Prescrit en date du 07/01/2002		Aléa Inondation par la Charmoise
Approuvé en date du 16/06/2017		Aléa Inondation par l'Orge

Les documents de référence sont :

Prescription des cours d'eau Rémarde et Charmoise	consultation	sur internet <input checked="" type="checkbox"/>	en mairie et en préfecture <input checked="" type="checkbox"/>
PPRi des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille	consultation	sur internet <input checked="" type="checkbox"/>	en mairie et en préfecture <input checked="" type="checkbox"/>

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRT

Oui ☐

Non ☒

Les documents de référence sont :

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application de l'article R.563-4 du code de l'environnement relatif à la prévention du risque sismique.

La commune est située dans une zone de sismicité

zone 5 ☐

zone 4 ☐

zone 3 ☐

zone 2 ☐

zone 1 ☒

5. Description succincte de l'intensité du risque

Aléa Inondation par l'Orge d'intensité

Faible ☐

Moyenne ☒

Forte ☒

Très forte ☒

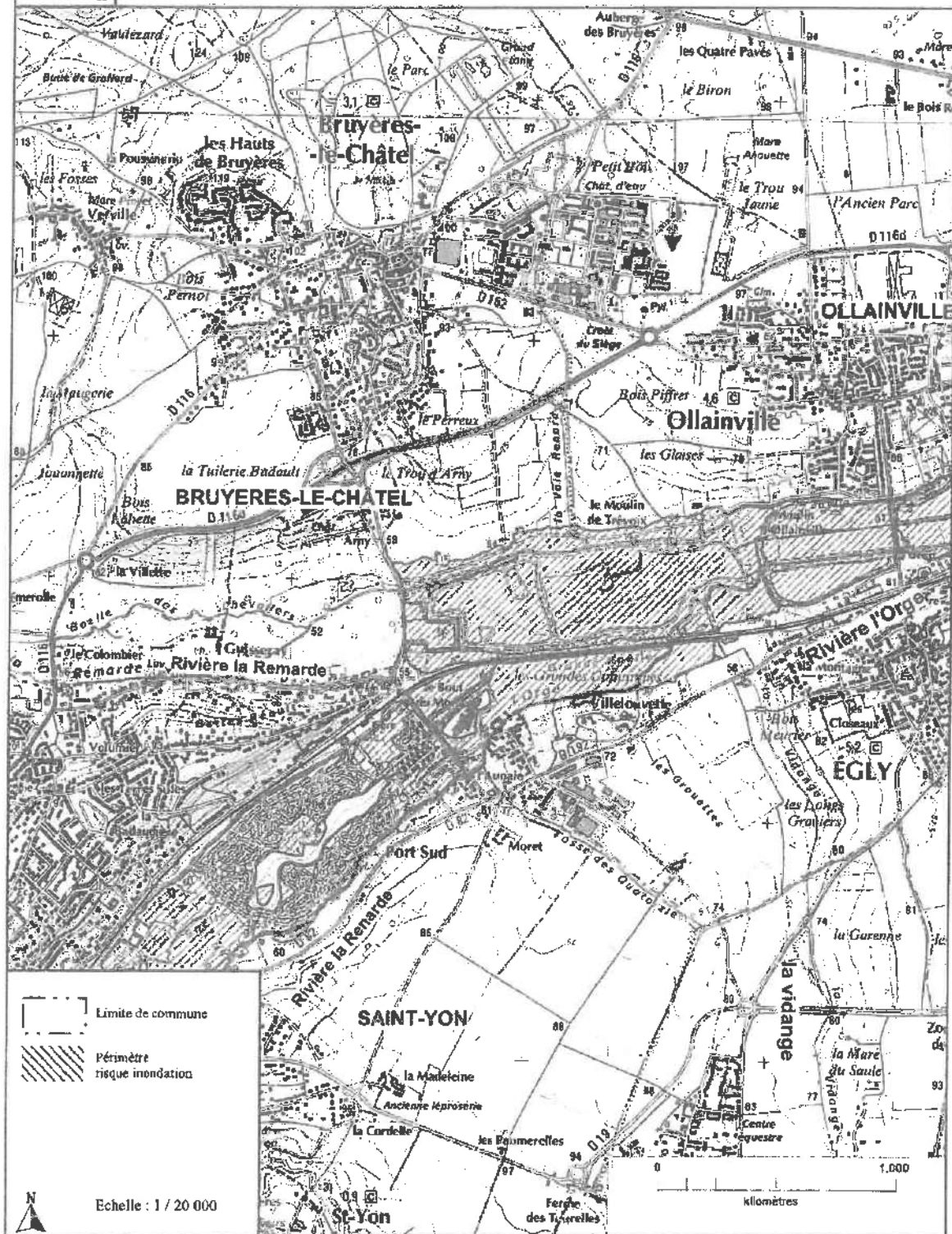
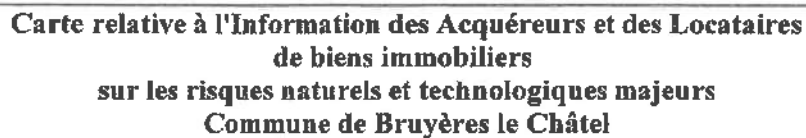
Observation

Pièces jointes

6. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques en cours

Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques inondation de l'Orge (format A4)





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

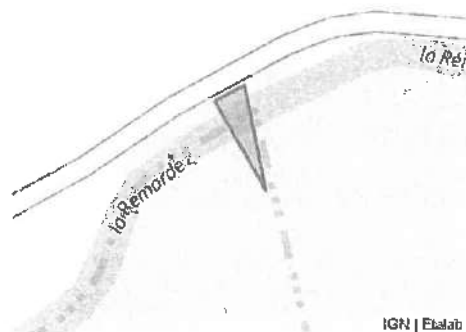
En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Code parcelle :
000-B-859



IGN | Etalab

Parcelle(s) : 000-B-859, 91680 BRUYERES-LE-CHATEL

1 / 6 pages

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Sallemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protéger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 3/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition forte : La probabilité de survenue d'un sinistre est élevée et l'intensité des phénomènes attendus est forte. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 16

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 10

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECO8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100849A	07/07/2001	07/07/2001	15/11/2001	01/12/2001
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTE2119792A	19/06/2021	20/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
INTE9800067A	01/03/1993	30/04/1997	12/03/1998	28/03/1998
INTE9800067A	05/08/1997	06/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
IOME2301092A	02/06/2022	04/06/2022	15/01/2023	07/02/2023
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Sécheresse : 5

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE9100235A	01/06/1989	31/12/1990	14/05/1991	12/06/1991
INTE9400220A	01/01/1991	28/02/1993	27/05/1994	10/06/1994
INTE9800067A	01/03/1993	30/04/1997	12/03/1998	28/03/1998
INTE9800067A	05/08/1997	06/08/1997	12/03/1998	28/03/1998

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Environnement

**Arrêté n° 2017-DDT-SE N° 632 du 12 octobre 2017
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les
risques naturels et technologiques majeurs
sur la commune de BRUYERES-LE-CHATEL (Essonne)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite Agricole

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ainsi que ses articles L.586-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention du risque sismique ;

Vu le décret du 21 avril 2016, portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne ;

Vu l'arrêté n°2017-PREF-MC-476 du 6 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Yves RAUCH, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2017-DDT-SE-436 du 16 juin 2017 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille dans les départements de l'Essonne et des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-DDT-SE N°521 du 4 août 2017 portant à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs dans le département de l'Essonne ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour la liste des risques à prendre en compte sur le territoire de la commune de Bruyères-le-Châtel et les documents à consulter pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

ARRÊTE

Article 1

La commune de Bruyères-le-Châtel est exposée :

- aux risques naturels prévisibles d'inondation par débordement de la rivière Orge.

Le dossier communal d'information sur les risques naturels et technologiques est annexé au présent arrêté.

Article 2

Les documents de référence relatifs aux risques naturels et technologiques auxquels la commune est exposée sont :

- le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Rémarde, prescrit le 19 décembre 2000 par arrêté préfectoral 2000/DDE/STEPE/n°0300,
- le plan de prévention des risques naturels d'inondation de la vallée de la Charmoise, prescrit le 7 janvier 2002 par arrêté préfectoral 2002/DDE/STEPE/n°0001,
- le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille, approuvé le 16 juin 2017 par arrêté inter-préfectoral n° 2017-DDT-SE n°436.

Article 3

Les éléments nécessaires aux vendeurs et aux bailleurs pour l'état des risques naturels et technologiques utile à l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sont consignés dans un dossier communal d'information qui comprend :

- une fiche synthétique précisant la nature ainsi que l'intensité du risque auquel la commune est exposée et mentionne les documents de référence auxquels le vendeur ou bailleur peut se référer
- un document graphique délimitant les zones exposées au risque inondation.

Article 4

Le dossier communal d'information et les documents de référence sont consultables aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux de la mairie de Bruyères-le-Châtel et de la préfecture de l'Essonne.

Article 5

Ces informations sont mises à jour conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Article 6

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Bruyères-le-Châtel et au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Bruyères-le-Châtel et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le journal Le Parisien-édition de l'Essonne.

Le dossier est consultable sur le site Internet des services de l'État dans l'Essonne :
<http://www.essonne.nouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Transactions-immobilières-et-installations-classées/Information-Acquéreurs-Locataires>

Article 7

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 2015 DDT-SE 337 du 31 août 2015.

Article 8

Madame la Préfète, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau, le directeur départemental des territoires et le maire de Bruyères-le-Châtel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation

L'adjoint au directeur départemental des territoires


Pierre-François CLERC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Commune de BRUYERES-LE-CHÂTEL

Dossier d'informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II de l'article L.125-5 du code de l'Environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° DDT-SE N° 632

du 12/10/2017

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn Oui ☒ Non ☐

Prescrit en date du 19/12/2000

Aléa Inondation par la Rémarde

Prescrit en date du 07/01/2002

Aléa Inondation par la Charmoise

Approuvé en date du 16/06/2017

Aléa Inondation par l'Orge

Les documents de référence sont :

Prescription des cours d'eau Rémarde et Charmoise consultation sur internet ☒ en mairie et en préfecture ☒

PPRI des cours d'eau de l'Orge et de la Sallemouille consultation sur internet ☒ en mairie et en préfecture ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRT Oui ☐ Non ☒

Les documents de référence sont :

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application de l'article R.563-4 du code de l'environnement relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☐ zone 2 ☐ zone 1 ☒

5. Description succincte de l'intensité du risque

Aléa Inondation par l'Orge d'intensité Faible ☐ Moyenne ☒ Forte ☒ Très forte ☒

Observation

6. Cartographie

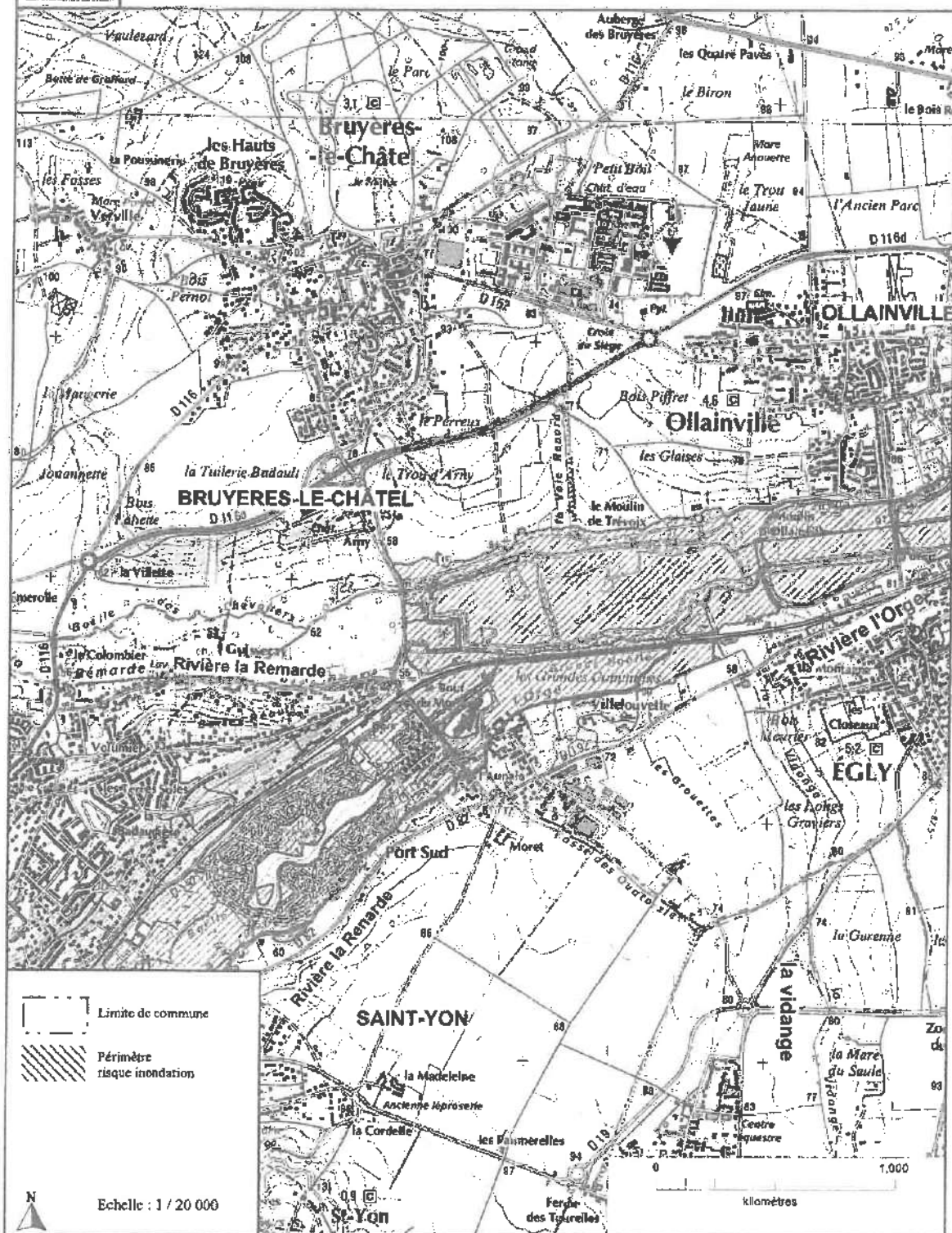
extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques en cours

Document cartographique délimitant les zones exposées aux risques inondation de l'Orge (format A4)



PREFET
DE L'ESSONNE

**Carte relative à l'Information des Acquéreurs et des Locataires
de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs
Commune de Bruyères le Châtel**





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91340 OLLAINVILLE

Code parcelle :

000-AL-72, 000-AL-51, 000-AL-68, 000-AL-113



Parcelle(s) : 000-AL-72, 000-AL-51, 000-AL-68, 000-AL-113, 91340 OLLAINVILLE

1 / 7 pages

**A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET
D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :**

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Sallemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

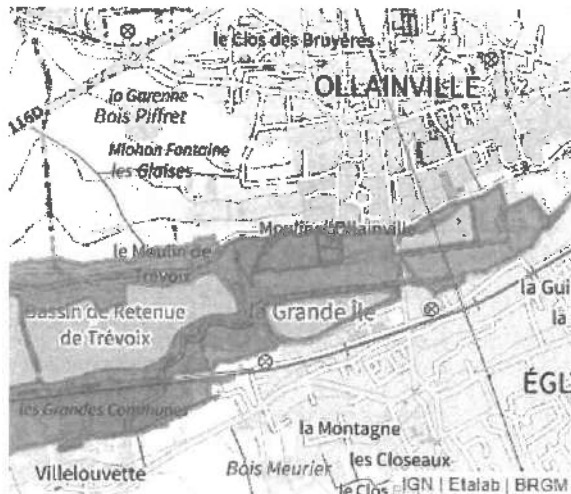
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 3/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition forte : La probabilité de survenue d'un sinistre est élevée et l'intensité des phénomènes attendus est forte. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



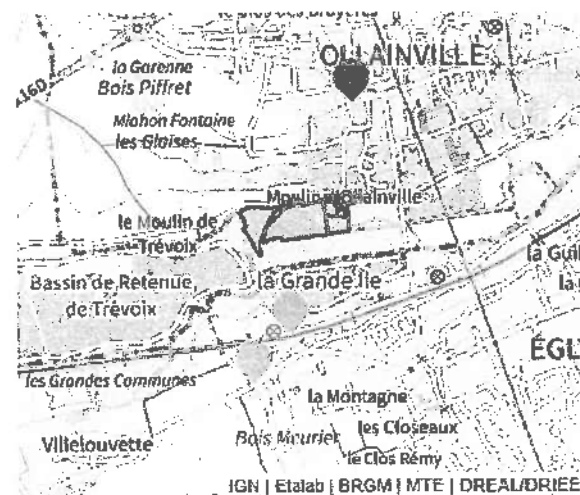
POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiées :

- 1 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 2 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 14

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 9

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECOA8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	06/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE0200414A	18/03/2002	19/03/2002	01/08/2002	23/08/2002
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTE2119792A	19/06/2021	20/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
INTE9200474A	31/05/1992	31/05/1992	16/10/1992	17/10/1992
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Sécheresse : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2112080A	01/07/2020	30/09/2020	20/04/2021	07/05/2021
INTE9300372A	01/06/1989	31/12/1992	16/08/1993	03/09/1993
INTE9700212A	01/01/1993	31/01/1997	28/05/1997	01/06/1997

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
AKZO NOBEL INDUSTRIAL COATINGS	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006504730

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Décharge d'ordures ménagères	https://fiches-risques.bram.fr/georisques/casias/SSP3881962
Garage	https://fiches-risques.bram.fr/georisques/casias/SSP3881963



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 28 juin 2024

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

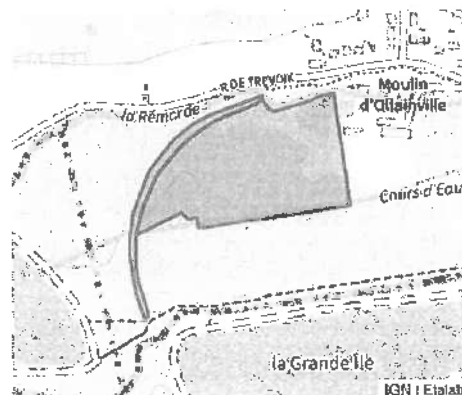
En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

91340 OLLAINVILLE

Code parcelle :
000-AL-72, 000-AL-100



Parcelle(s) : 000-AL-72, 000-AL-100, 91340 OLLAINVILLE

A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Orge et Sallemouille a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 21/12/2012

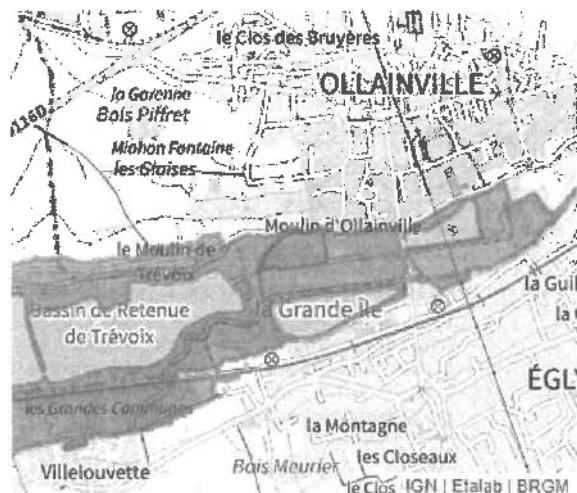
Date d'approbation : 16/06/2017

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.





RAPPEL

Plans de prévention des risques

Votre immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques. Il peut être concerné par l'obligation de réaliser certains travaux. Pour le savoir vous devez consulter le PPR auprès de votre commune ou sur le site de votre préfecture.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Rappel du risque : Inondation.

Le bien est-il concerné par des prescriptions de travaux ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, les travaux prescrits ont-ils été réalisés ? ☐ Oui ☐ Non

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Le propriétaire doit joindre les extraits de la carte réglementaire et du règlement du PPR qui concernent la parcelle.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 2/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition forte

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 3 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 14

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 9

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
ECO8800084A	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
INTE0100760A	08/07/2001	07/07/2001	27/12/2001	18/01/2002
INTE0200414A	18/03/2002	19/03/2002	01/08/2002	23/08/2002
INTE1615488A	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016
INTE2119792A	19/06/2021	20/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
INTE9200474A	31/05/1992	31/05/1992	16/10/1992	17/10/1992
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19830621	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983

Sécheresse : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/07/2018	30/09/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE2112080A	01/07/2020	30/09/2020	20/04/2021	07/05/2021
INTE9300372A	01/06/1989	31/12/1992	16/08/1993	03/09/1993
INTE9700212A	01/01/1993	31/01/1997	28/05/1997	01/06/1997

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
AKZO NOBEL INDUSTRIAL COATINGS	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006504730

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Moulin	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3883047
Décharge d'ordures ménagères	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881962
Garage	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3881963

Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

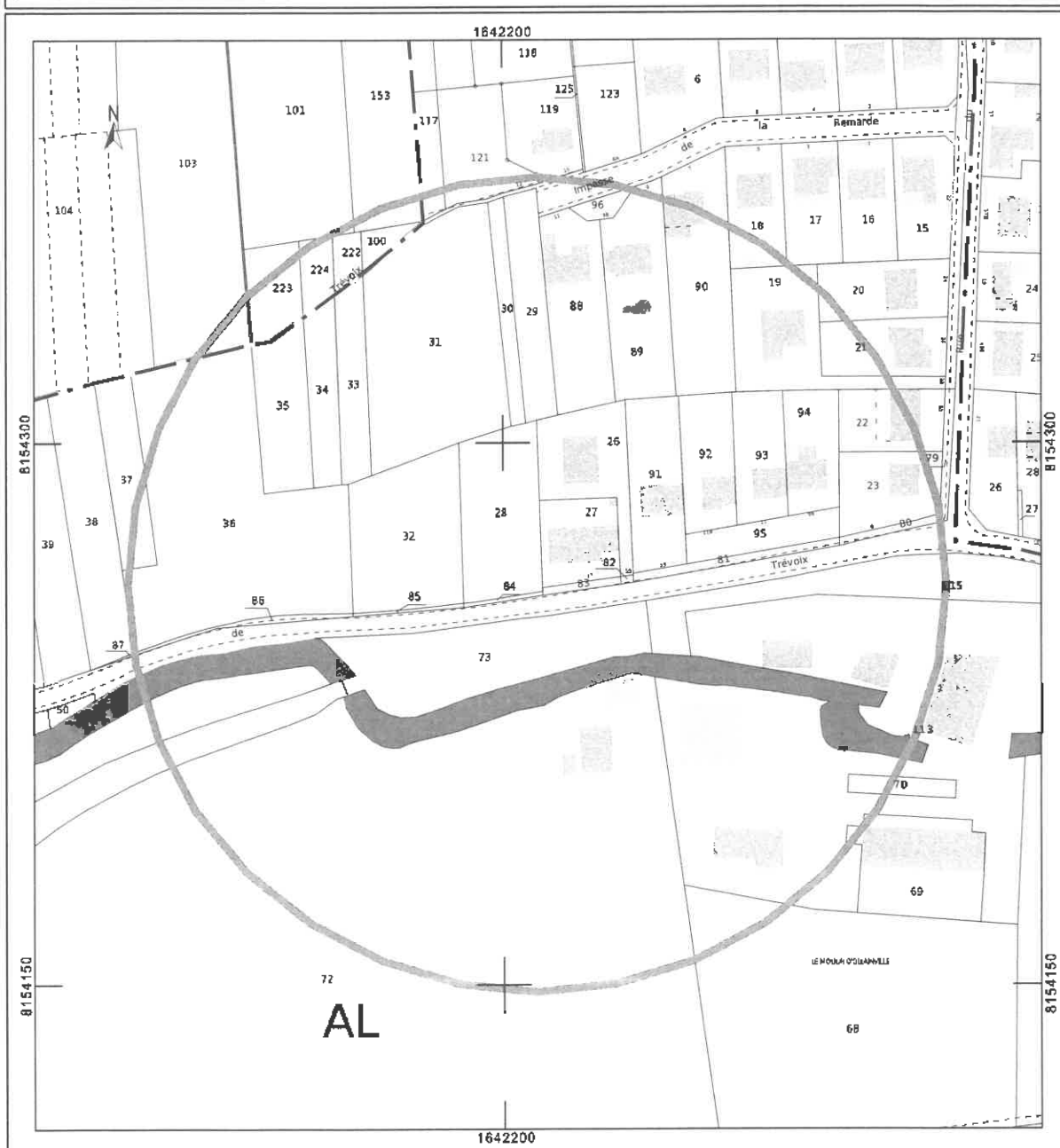
Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des Impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
ESSONNE

Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

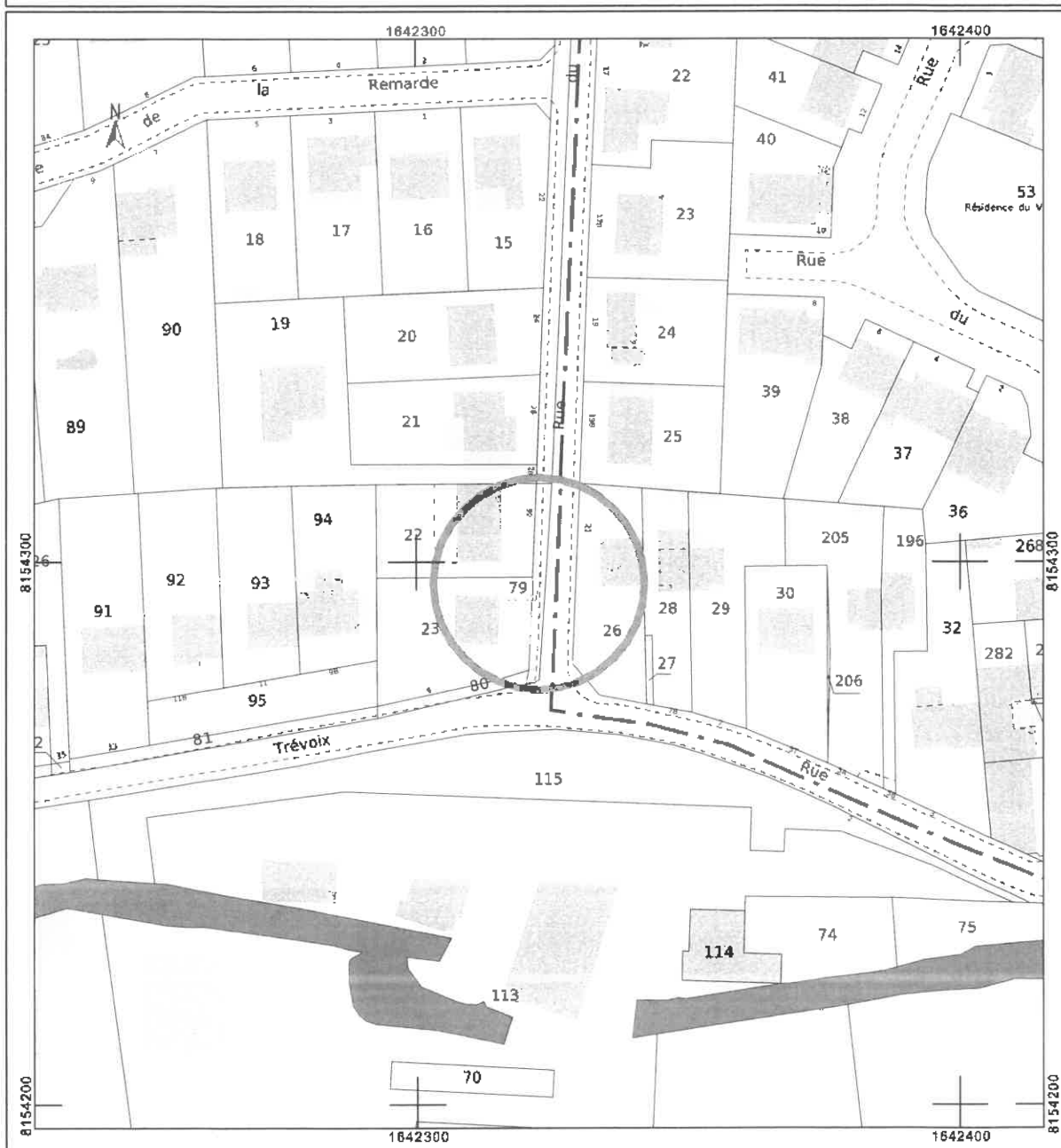
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
odif.corbeil@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
ESSONNE

Commune :
OULLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 16/04/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

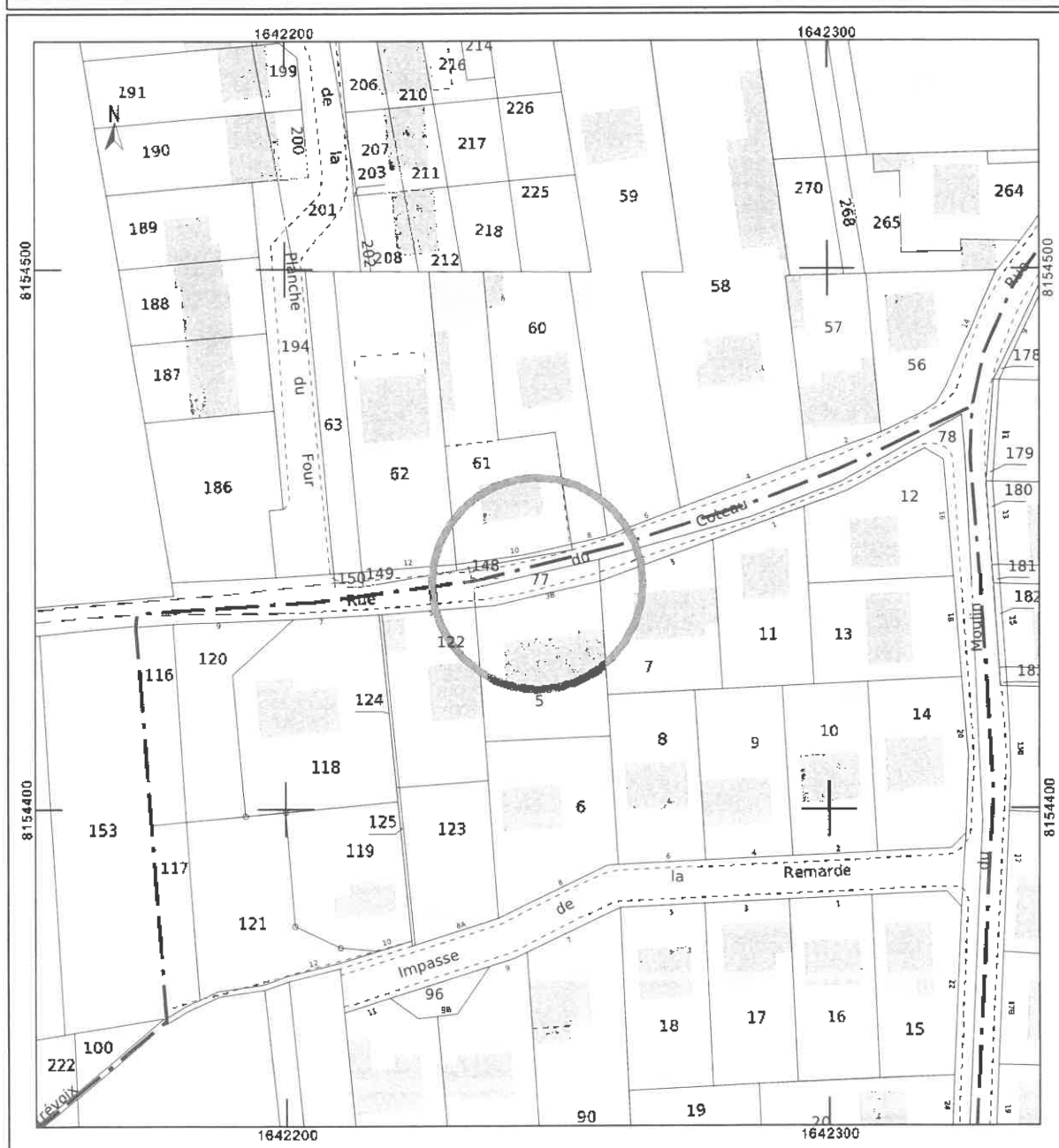
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 - fax 01 60 90 51 28
odif.corbeil@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION



Département :
ESSONNE
Commune :
OLLAINVILLE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 16/04/2024
(Bureau Technique de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des Impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Fery 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 50 51 00 - fax 01 60 50 51 28
cdcf.corbeil@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publiques

**ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION AVEC CONSTITUTION
DE SERVITUDE**

Tenue en compte avec le Trésor

ALE BUREAU DES
Autorisation du 23 Sept

Registre spécial

DEPOT

2214

Commune 91
Volume 1997 P

Date: 17/04/97

N°: 1066

N° 3265

TAXE: 500 F

Total: 700 F

SALAIRES

PUBLICATION

Sal: 200 F

IMPRIMERIE NATIONALE

6 951 422 MEN 02 951 5921

(1)

200F

~~REP.~~ EDD - et Contribution de la commune

PM

OLLAINVILLE

CV/BM
1997/60

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT
Le DIX NEUF MARS
A PARIS (8ème), 122 rue la Boétie,

Maître Jacques BENHAMOU, soussigné, notaire
associé de la Société Civile Professionnelle "Jacques
BENHAMOU, notaire associé", titulaire de l'office
notarial de PARIS (8ème) - 122 rue la Boétie,

A reçu le présent acte authentique, contenant ETAT
DESCRIPTIF DE DIVISION.

A LA REQUETE DE :

F 666

La Société dénommée

Ladite société constituée originairement aux
termes de ses statuts établis sous signatures privés
en date à ARPAJON et OLLAINVILLE du 19 mars 1931,
déposés au rang des minutes de Me LANQUEST alors
notaire à PARIS en date du 19 mars 1931, mis en
harmonie avec la loi du 24 juillet 1966, le décret du
23 mars 1967, la loi du 30 décembre 1981, et tous
textes subséquents.

Lesdits statuts modifiés aux termes d'une
assemblée générale extraordinaire des associés en date
du 16 juin 1995,

Ladite société représentée par Monsieur Simon
BENAMOU, son Président Directeur Général, spécialement
habilité à l'effet des présentes, en vertu des
pouvoirs qui lui ont été conférés par le conseil
d'administration de ladite société en date du vingt
sept juin mil neuf cent quatre vingt quinze, dont une

sa

copie certifiée conforme du procès-verbal est
demeurée jointe et annexée après mention à un acte
reçu par Maître BENHAMOU, notaire soussigné, contenant
règlement de copropriété en date du 6 juillet 1995.

LEQUEL ès-qualité a établi l'ETAT DESCRIPTIF DE
DIVISION de l'immeuble ci-après désigné dans son
ensemble.

CHAPITRE PREMIER

DESIGNATION GENERALE

ORIGINE DE PROPRIETE - SERVITUDES

ARTICLE I - DESIGNATION GENERALE

Le présent règlement s'applique à l'immeuble dont
la désignation suit :

Le COMPARANT déclare être propriétaire d'un
ensemble immobilier sis commune d'OLLAINVILLE
(Essonne) rue de Trévoix, cadastré section D numéro
1277, lieudit "Le Moulin d'Ollainville" pour 1 hectare
2 ares 1 centiares.

Cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une
division et d'un document d'arpentage par
l'intermédiaire de Monsieur Philippe RICHARD, Géomètre
Expert à ARPAJON (Essonne).

Il résulte d'un extrait cadastral Modèle I,
délivré par le CENTRE DES IMPOTS FONCIERS de CORBEIL,
que la parcelle section D numéro 1277 pour 1 ha 02a
01ca a été subdivisée en trois nouvelles parcelles,
cadastrées section D, lieudit "Le Moulin
d'Ollainville" savoir :

- numéro 1472, pour 90a 83ca
- numéro 1473, pour 09a 61ca
- et numéro 1474, pour 01a 49ca

L'assiette de l'état descriptif de division
faisant l'objet des présentes s'applique à la parcelle
cadastrée section D numéro 1474 pour 01a 49 ca.

Tel et ainsi que l'immeuble existe avec toutes
aisances et dépendances sans aucune exception ni
réserve.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le terrain sur lequel est édifié l'ensemble immobilier faisant l'objet du présent acte, appartient à la SA pour l'avoir acquis au moyen de l'apport qui lui en a été fait avec d'autres immeubles, par :

Madame

Suivant acte constitutif de ladite société, fait sous signatures privées en date à ARPAJON et OLLAINVILLE du 19 mars 1931 dont l'un des originaux a été annexé à l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu par Me LANQUEST notaire à PARIS et Me CASSAIGNES notaire à ARPAJON, le 19 mars 1931.

Cette société a été définitivement constituée ainsi qu'il résulte des deux assemblées générales des actionnaires tenues le 19 mars et le 30 mars 1931, dont une copie des procès-verbaux a été déposée à Me LANQUEST notaire à PARIS, suivant acte reçu par lui le 30 mars 1931, le tout publié dans le journal d'annonces légales "L'ABEILLE de SEINE et OISE" numéro du 18 avril 1931.

Etant précisé que la société était primitivement dénommée et a pris sa nouvelle dénomination suivant procès-verbal de délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 18 septembre 1940, dont une copie certifiée conforme a été déposée au rang des minutes de Me LANQUEST notaire sus nommé suivant acte reçu par lui le 26 septembre 1940.

Ladite modification régulièrement publiée dans le journal d'annonces légales "AFFICHES DEPARTEMENTALES DE SEINE ET OISE" du 11 octobre 1940.

Audit acte constitutif de société, Monsieur et Madame SAMUEL ont déclaré sur leur état-civil :

- que Madame était née à LEUVILLE SUR ORGE (Essonne) le 4 janvier 1892
- que Monsieur et Madame SAMUEL étaient mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de leur contrat de mariage passé devant Me CASSAIGNES notaire à ARPAJON le 21 octobre

Luc

1912 ; lequel contrat ne contenait aucune clause restrictive de la capacité civile de l'épouse ni prescriptive d'emploi ou de remploi de ses biens propres.

- et que Madame SAMUEL n'avait jamais exercé de fonction emportant hypothèque légale.

Cet apport a eu lieu sous les conditions ordinaires et de droit et net de tout passif.

En rémunération de son apport, il a été attribué à Madame SAMUEL 6 540 actions de 500 F chacune entièrement libérées portant les numéros 1 à 6540. Le surplus desdites parts étant à souscrire et à libérer en numéraire.

Une expédition des statuts contenant l'apport dont s'agit a été transcrite au bureau des Hypothèques de CORBEIL le 17 avril 1931 volume 5286 numéro 27.

ARTICLE 3 - CONSTITUTION DE SERVITUDES DE PASSAGE

Monsieur BENAMOU au nom de la SA
consent par les présentes à grever, au profit de l'assiette de la copropriété objet des présentes : une servitude réelle et gratuite de passage piétons et tous véhicules, mais le stationnement de ces véhicules est interdit totalement sur l'assiette de ce passage.

Laquelle est constituée par une partie de la parcelle cadastrée section D numéro 1472, telle que figurée sous teinte JAUNE au plan demeuré ci-joint et annexé après mention, et limitée par les lettres A, B, C et D.

Le fond dominant est constitué par la parcelle cadastrée section D numéro 1474 d'une contenance de 1a 49 ca

Le fond servant est constitué par la parcelle cadastrée section D numéro 1472 d'une contenance de 90a 83ca,

Cette servitude s'exercera à toute heure du jour et de la nuit.

Pour la perception du salaire de Monsieur le Conservateur du Bureau des Hypothèques compétent, la présente constitution de servitude est évaluée à MILLE FRANCS (1 000 F)

DEUXIEME PARTIE

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

ARTICLE 4 - DIVISION EN LOTS

L'immeuble ci-dessus désigné est divisé en TREIZE (13) LOTS, la totalité du sol bâti ou non ainsi que les droits qui lui sont accessoires, les aménagements et éléments d'équipements communs (réseaux divers, etc.) resteront partie commune générale.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES LOTS

LOT numéro UN (1)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro DEUX (2)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro TROIS (3)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro QUATRE (4)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro CINQ (5)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro SIX (6)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro SEPT (7)

Parking d'une surface de 11.5 m2
Et les 774/10.000èmes des parties communes générales.

LOT numéro HUIT (8)

Parking d'une surface de 11.2 m2

Et les 756/10.000èmes des parties communes
générales.

LOT numéro NEUF (9)

Parking d'une surface de 10.8 m2

Et les 730/10.000èmes des parties communes
générales.

LOT numéro DIX (10)

Parking d'une surface de 11.5 m2

Et les 774/10.000èmes des parties communes
générales.

LOT numéro ONZE (11)

Parking d'une surface de 11.5 m2

Et les 774/10.000èmes des parties communes
générales.

LOT numéro DOUZE (12)

Parking d'une surface de 11.5 m2

Et les 774/10.000èmes des parties communes
générales.

LOT numéro TREIZE (13)

Parking d'une surface de 11.5 m2

Et les 774/10.000èmes des parties communes
générales.

TOTAL :10.000 / 10.000èmes

ARTICLE 6 - TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF
DE DIVISION DE L'IMMEUBLE

Le tableau récapitulatif a été établi conformément
aux lois, décrets et ordonnances en vigueur sur la
publicité foncière.

Il mentionne TREIZE (13) LOTS dont la description
figure ci-avant.

Le tableau récapitulatif des lots de copropriété,
est demeuré ci-annexé après mention.

ARTICLE 7 - PUBLICITE FONCIERE

Le présent état descriptif de division sera publié au bureau des hypothèques compétent, conformément à la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, et aux dispositions légales portant réforme de la publicité foncière.

Il en sera de même de toutes modifications pouvant être apportées par la suite au présent état descriptif de division.

SEPT pages

DONT ACTE établi sur

La lecture du présent acte a été donnée aux requérants, et les signatures de ceux-ci sur ledit acte ont été recueillies par :

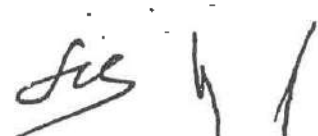
Monsieur Christian VINÇON , Clerc du notaire soussigné, domicilié en son Etude et habilité par acte déposé au rang de ses minutes.

Les JOUR, MOIS, et AN susdits,
En l'Etude à PARIS,

Et le notaire soussigné a signé

Renvoi(s)	: <u>Aucun</u>
Chiffre(s)	: <u>Aucun</u>
Ligne(s) entière(s)	: <u>Aucun</u>
Blanc(s)	: <u>Aucun</u>
Mot(s)	: <u>Aucun</u>

PARAPHES



SIGNATURES

Suivent les signatures.

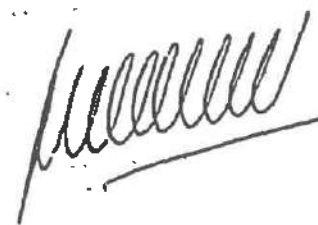
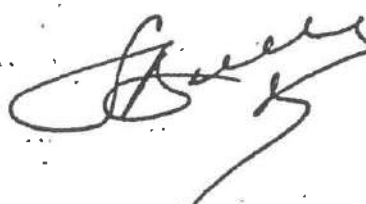


TABLEAU RECAPITULATIF

N° de lots	Nature	surfaces	Parties communes générales 10.000èmes
1	PARKING	11,5 m2	774
2	PARKING	11,5 m2	774
3	PARKING	11,5 m2	774
4	PARKING	11,5 m2	774
5	PARKING	11,5 m2	774
6	PARKING	11,5 m2	774
7	PARKING	11,5 m2	774
8	PARKING	11,2 m2	756
9	PARKING	10,8 m2	730
10	PARKING	11,5 m2	774
11	PARKING	11,5 m2	774
12	PARKING	11,5 m2	774
13	PARKING	11,5 m2	774
Total			10 000

Annexé à la minute
d'un acte reçu par
le Notaire soussigné
le 19/06 1997

Sc

/

1474 pr 10 49ce.

Le soussigné Maître Jacques BENHAMOU, Notaire à PARIS 8°-
122 rue la Boétie, certifie :

1°) Que la présente copie établie sur huit
feuilles, dont -- feuilles pour la PREMIERE
PARTIE a été exactement collationnée et est conforme à la
minute et à la copie authentique destinée à recevoir la
mention de publicité et approuve le nombre de renvoi et de mot nul

2°) Que l'identité complète des parties dénommées
dans le présent document, telle qu'elle est indiquée en tête
à la suite de leur nom ou dénomination, lui a été réguliè-
rement justifiée

et notamment pour la société LES sur le
vu de son extrait K-Bis délivré par le greffier du tribunal de
Commerce de CORBEIL ESSONNES.

PARIS le 14 AVRIL 1997.



[Handwritten signature]